revue politique
militante

mobilisation

cinquante cents avril 1974 vol.3,no. 6

l'histoire du 1er MAI



MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant de différents groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

COMITE DE REDACTION
Josée Grenier
Denis Gravel
André Lavoie (APLQ)
Jacques Massé (APLQ)
Gilles Raymond (CRIQ)

Secrétaire à la rédaction
Pierre Beaudet (Librairie Progressiste)

Responsable à la diffusion
Gilles Duceppe

Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:
MOBILISATION
3902 Ontario est,
Montréal 403, PQ
Canada

Dépositaire à Montréal
Librairie Progressiste
1867 Amherst,
tél: 522-1373

Diffusion aux librairies à Montréal
Agence de Presse Libre du Québec
2074 Beaudry, Montréal
tél: 522-1175

A Paris, vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie
La joie de lire.
40 rue Saint-Séverin,
Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

★ ★ ★

SOMMAIRE

AVRIL 1974

VOL. 3 NO. 6

l'histoire du premier MAI

Le socialisme ne date pas d'hier à Montréal. La répression policière qu'il entraîne, non plus.

Pour marquer leur fête annuelle, les militants socialistes organisent une grande manifestation le mercredi 1er mai 1907. Les premiers groupes se retrouvent à la salle Saint-Joseph, vers les sept heures du soir. De là, ils se rendent rue Sainte-Catherine, où ils se massent entre les rues Sainte-Elisabeth et Sanguinet. Ils y sont bientôt quelques milliers. La force policière est pareillement en nombre.

Comme la procession se met en branle, l'agent Gagnon, du poste numéro 4, saute dans une voiture pour arracher un drapeau des mains d'un occupant. Une rixe s'ensuit. On joue du poing à qui mieux mieux. La force policière se jette dans la mêlée pour disperser les manifestants. Tant bien que mal, ceux-ci parviennent à atteindre le Champ-de-Mars où des orateurs se font entendre. Nouvelle intervention de la police. Pour effrayer les auditeurs, le 65ème régiment fait la parade, tambour battant. Cette marche n'intimide personne. Bien plus, elle échauffe dangereusement les esprits. Vers les dix heures du soir, le chef Olivier Champeau ordonne à ses hommes de disperser les manifestants, ce qui ne se fait pas sans coups ni sans heurts.



LES ORIGINES DU 1er MAI

L'origine de la fête du Premier mai se situe dans le grand mouvement de la classe ouvrière des années 1870-1880 pour la réduction de la journée de travail.

Alors que le mouvement syndical se développait avec de grandes difficultés au Canada et aux Etats-Unis, l'une des principales revendications ouvrières concernait la réduction des heures de travail. Dans ce temps-là, les travaillleurs devaient souvent se tuer à l'ouvrage pendant 12,14 et même 16 heures par jour. La bourgeoisie avec l'aide de ses politiciens et ses curés justifiait cette situation en disant qu'"il était mieux de travailler que de rester oisifs..."

A partir de 1872 au Canada, la loi reconnaît l'existence des syndicats. Les travaillleurs commencent à s'organiser et à revendiquer leurs droits avec beaucoup plus de forces qu'auparavant. Les travaillleurs forment aussi des ligues et des comités spéciaux pour revendiquer la journée de 8 heures. En 1873, on fonde à Montréal la **Ligue ouvrière** (2) qui organise des manifestations et des pétitions pour la journée de 8 heures.

Dans les années 1880, la lutte s'amplifie. Les travaillleurs sont mieux organisés aussi. Un nouveau mouvement, les **"Chevaliers du travail"**, voit le jour aux Etats-Unis. Les "Chevaliers" s'étendent bientôt au Canada et plus particulièrement au Québec, où ils mettent sur pied une première section en 1882 à Montréal. Ils atteindront leur sommet en 1886 avec plus de 700,000 membres en Amérique du Nord, et cela malgré l'opposition farouche du patronat, des pouvoirs politiques et de l'Eglise catholique.

LA GREVE DE 1886

En 1886, des militants des **"Chevaliers du travail"** décidèrent de porter un grand coup pour gagner la revendication de la journée de travail de 8 heures. On décide alors de préparer une grève générale au Canada et aux Etats-Unis, le premier mai, pour montrer à la bourgeoisie la force et la solidarité de la classe ouvrière. Cette initiative de militants des Chevaliers du travail répondait d'ailleurs aux efforts entrepris dans ce sens par les organisations ouvrières dans le monde, particulièrement la Première Internationale de Marx et de Engels qui proposa dans son congrès de 1866 de mener une lutte internationale pour la journée de 8 heures. Karl Marx situait l'importance du mouvement dans "Le Capital":

"Le premier fruit de la guerre (n.d.e.: la guerre civile américaine) fut l'agitation des huit heures, qui courut, avec les bottes de sept lieu de la locomotive, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique... Le congrès général des ouvriers de Baltimore (16 août 1866) fit la déclaration suivante:

Le premier et le plus grand besoin du présent, pour délivrer le travail de ce pays de l'esclavage capitaliste, est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit se composer de huit heures. Nous sommes décidés de mettre en oeuvre toutes nos forces jusqu'à ce que ce glorieux résultat soit atteint".

En même temps (au commencement de septembre 1866), le congrès de l'Association internationale des travaillleurs à Genève, sur la proposition du Conseil général de Londres, prenait une décision semblable:

"Nous déclarons que la limitation de la journée de travail est la condition préalable sans laquelle tous les efforts en vue de l'émancipation doivent échouer... Nous proposons huit heures pour limite légale de la journée de travail".

C'est ainsi que le mouvement de la classe ouvrière, né spontanément des deux côtés de l'Atlantique, des rapports mêmes de la production, sanctionne les paroles de l'inspecteur de fabrique anglais R.J. Saunders:

Il est impossible de faire un pas vers la réforme de la société, avec quelque espoir de réussite, si la journée de travail n'est pas d'abord limitée, si la limitation prescrite n'est pas strictement et obligatoirement observée". (3)

C'est dans cette continuité que le mouvement des huit heures atteint son apogée avec les grèves de 1886. C'est aux Etats-Unis que le mouvement est le mieux organisé, et particulièrement dans la ville de Chicago, où les organisations locales des "Chevaliers du travail" sont plus fortes et surtout plus progressistes. Malgré la répression de l'Etat et le sabotage de la part des dirigeants des Chevaliers, plus de 500,000 travailleurs sont impliqués dans la grève du premier mai. Ce jour-là, des milliers de travaillleurs, syndiqués et non-syndiqués, de toutes les races et de toutes les langues, sont sortis en grève. A Chicago, la grève fut presque générale. Des milliers de travailleurs manifestèrent dans la rue, affrontant la police à plusieurs reprises, qui tua six travaillleurs et en blessa plusieurs autres. Les travailleurs de Chicago, pour protester contre cette tuerie, décidèrent d'organiser une autre manifestation le 3 mai. C'est ce jour là que l'incident célèbre du **"Haymarket Square"** se produisit. Pendant la manifestation contre la brutalité policière, la violence éclata de nouveau. Un provocateur lança une bombe dans la foule, tuant un sergent de police. La bataille éclata vivement, durant laquelle sept autres policiers et quatre travailleurs furent tués, sans compter d'innombrables blessés. Plus tard, la police arrêta quatre dirigeants des syndicats de Chicago et quelques mois plus tard, Parsons, Spies, Fischer et Engel, furent pendus, assassinés par la justice bourgeoise. (4)

La fameuse grève du premier mai 1886 laissa des traces profondes dans le mouvement ouvrier mondial. Aux Etats-Unis, malgré le fait que le mouvement avait porté fruit et que les travailleurs avaient gagné à plusieurs endroits des réductions dans leurs heures de travail, la répression se poursuivit. Mais la dernière phrase d'un des martyrs de Chicago "LAISSEZ LA VOIE DU PEUPLE ETRE ENTENDUE!" se concrétisait à nouveau.

LE PREMIER MAI DEVIENT INTERNATIONAL

En 1889, des délégués d'organisations ouvrières du monde entier

---

1) Pour une histoire des débuts du mouvement syndical au Canada, voir le livre de Charles Lipton, **The trade union movement in Canada.**
2) Sur ces mouvements et sur les Chevaliers du travail, voir l'article de Fernand Harvey dans **"Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec"**, 1973.
3) Marx, **Le Capital**, livre 1, tome 1, p. 295, Editions sociales
4) Voir à ce sujet le livre **"Labor's Untold Story"**, ainsi que l'article sur l'histoire du mouvement ouvrier américain, in **Mobilisation**, vol. 3, no. 4.

s'assemblent à Paris. Réunis pour la première fois depuis la mort de l'Association internationale des travailleurs de Marx, ils créent la Deuxième Internationale. Lors du Congrès, les délégués américains parlent de leur lutte pour la journée de huit heures. Les délégués décident alors d'adopter la résolution suivante:

"Le Congrès décide d'organiser à chaque année une grande manifestation internationale, pour que dans tous les pays et dans toutes les villes du monde, ce jour-là, les masses laborieuses puissent revendiquer aux autorités publiques la réduction légale de la journée de travail à huit heures. Etant donné que la Fédération américaine du travail (American Federation of Labor-afl) dans son congrès de St-Louis a décidé d'organiser ces manifestations le premier mai, ce jour est accepté pour la manifestation internationale..." (5)

En 1890, la grève du premier mai est pour la première fois organisée partout dans le monde. Aux Etats-Unis, les travailleurs de la construction débrayent par milliers. Dans toutes les capitales européennes, le même jour, des centaines de milliers de travailleurs défilent derrière les drapeaux rouges que portent les organisations syndicales et socialistes. Le mouvement ouvrier mondial continuait sa longue marche vers la libération. Engels enthousiasmé par cette avance écrivait le 1er mai 1890:

"Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule **armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat: la fixation légale de la journée normale de huit heures, proclamée dès 1866 par le congrès de l'Internationale à Genève et de nouveau par le congrès ouvrier de Paris de 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.**

Que Marx n'est-il à côté de moi, pour voir cela de ses propres yeux!" (6)

5) Cité dans **"History of May Day"** un pamphlet du Parti Communiste américain publié en 1947
6) Préface de Freidrich Engels à l'édition allemande du Manifeste Communiste en 1890, in **Oeuvres Choisies** de Marx et Engels, p. 106, Editions sociales.

Jusqu'à 1900, le premier mai fut partout célébré dans le monde avec cette ferveur et ce courage révolutionnaire qui marquait les organisations ouvrières de ce temps. A partir de 1900, certains changements interviennent. Le mouvment syndical est devenu très puissant; d'autre part, il a aussi tendance à s'intégrer plus dans les structures du capitalisme. Même certains partis ouvriers, tel le Parti Socialiste allemand, se dirigent peu à peu vers un réformisme stérile et démobilisateur. Au Canada, les syndicats commencent à être bien implantés. Des luttes syndicales très dures sont menées, comme la grève des 8,000 travailleurs du CPR à Montréal, pendant laquelle ils doivent mener d'incessants combats avec la police. Pourtant, les dirigeants ouvriers qui auparavant étaient étroitement liés au mouvement socialiste s'en distancient de plus en plus. A ce moment, la fête du premier mai perd quelque peu de sa signification. Dans plusieurs pays, le premier mai est une sorte de congé national pour les travailleurs. La bourgeoisie pour voiler le caractère politique du 1er mai déclare la journée fête nationale et donne congé officiel à tous les travailleurs. La bourgeoisie tente de masquer les contradictions de classe et se sert des organisations syndicales réformistes pour circonscrire la lutte ouvrière dans les limites de la loi capitaliste.

Mais la lutte ouvrière se poursuit, elle est aussi inéluctable que le développement du capitalisme même du côté de la Russie, le pays le plus arriéré de l'Europe, écrasé sous le joug de l'autocratie tsariste, là-bas, le mouvement ouvrier prend de l'ampleur. Les dirigeants du Parti socialise, Lénine en tête, organisent les travailleurs pour la révolution. En 1905, peu avant la grande révolution qui oblige le tsar à reculer, Lénine écrit la proclamation du parti pour la fête du premier mai:

"La grande fête des ouvriers du monde entier approche. Le premier mai, ils célèbrent leur éveil à la lumière et au savoir, leur alliance en une seule union fraternelle, pour lutter contre toute oppression, contre tous les abus, contre toute exploitation, pour une organisation socialiste de la société. Tous ceux qui travaillent, qui nourrissent de leur labeur les gens riches et puisants, qui passent leur vie à accomplir un travail au dessus de leurs forces pour un salaire misérable, qui ne jouissent jamais des fruits de leur peine, qui vivent comme des bêtes de somme au milieu du luxe et de l'éclat de notre civilisation, tous se tendent les mains dans la lutte pour la libération et le bonheur des ouvriers. A bas l'inimitié entre les ouvriers de différentes nationalités ou de différentes religions! Une telle hostilité sert seulement les pillards et les tyrans qui vivent de l'ignorance et de la division du prolétariat. Juifs, chrétiens, Arméniens et Tartares, Polonais et Russes, Finlandais et Suédois, Lettons et Allemands, tous, tous marchend ensemble sous l'emblème commun du socialisme. TOUS LES OUVRIERS SONT FRERES, et leur union solide est le seul garant du bien-être et du bonheur de toute l'humanité laborieuse et opprimée. Le premier mai, cette alliance des ouvriers de tous les pays, la social-démocratie internationale passe en revue ses forces et serre les rangs pour une lutte nouvelle, inlassable, inflexible, pour la liberté, l'égalité et la fraternité. 7.

LE PREMIER MAI CONTRE LA GUERRE

Avec la montée de l'impérislisme dans les années 1900-1910, la bourgeoisie voulait précipiter les ouvriers les uns contre les autres dans des guerres coloniales et inter-impérialistes. Dans ce contexte, la lutte internationale de la classe ouvrière fut portée à mettre beaucoup d'emphase sur l'opoosition à la guerre et à l'impérialisme. En 1914, à la veille de la boucherie de la première guerre mondiale, les forces ouvrières organisaient un premier mai gigantesque. Des millions d'ouvriers y participèrent, réclamant la journée de huit heures, la fin des guerres impérialistes et coloniales, les libertés syndicales et politiques.

La guerre éclate, la bourgeoisie mondiale déclenche la terreur à travers le monde. Les dirigeants réformistes et opportunistes de plusieurs mouvements ouvriers et socialistes dans le monde décident de trahir complètement les intérêts des travailleurs et de se rallier à leurs propres bourgeoisies respectives. Seuls quelques socialistés résistent contre la grande ferveur du patriotisme bourgeois. Le premier mai 1916, des grèves éclatent en Allemagne et en Russie, organisées par les forces révolutionnaires de Liebknecht (8) en Allemagne et de Lénine en Russie.

7) Lénine, **Premier Mai,** in Oeuvres Complètes, tome 8, p. 349
8) Lebknecht, dirigeant de la "Ligue de spartacus" et du Parti Communiste Allemand

Au Québec, les travailleurs résistent en masse à la guerre impérialiste. En juillet 1917, des manifestations regroupant plus de 15,000 personnes tournent à l'émeute à Montréal. Des dirigeants ouvriers parlent de grève générale. En mars 1918, la foule combat l'armée à Québec et le combat fait plusieurs morts et blessés. Les travailleurs résistent mais sont désorganisés par la trahison des dirigeants syndicaux. (9)

La fin de la guerre marque la défaite de l'impérialisme et du capitalisme dans le monde. En Russie et dans les restes de l'empire tsariste, la révolution triomphe. En Hongrie, en Italie, dans les pays baltes, les travailleurs prennent le pouvoir temporairement. En 1919, au Canada, le 1er mai, il y a beaucoup de manifestations. Mais l'événement qui attire l'attention à ce moment est le déclenchement le 2 mai de la grève générale à Winnipeg. Les travailleurs contrôlent la ville pendant plus d'un mois. La bourgeoisie a la peur de sa vie et envoie l'armée et la RCMP réprimer le mouvement.

LE PREMIER "COMMUNISTE"

Le début des années '20 est l'époque de la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste mondial. Les vieilles forces réformistes sont abandonnées, de nouveaux courants s'inspirant de la révolution russe émergent. Dans la plupart des pays, des partis communistes sont formés. En 1921, des militants se réunissent et fondent le Parti Communiste du Canada. En 1922, les militants communistes communistes organisent la "ligue d'éducation syndicale" (Trade Union Educational League-TUEL), un mouvement de masse des travailleurs dans les entreprises. Des luttes puissantes sont menées par les mineurs en Nouvelle Ecosse, les travailleurs du textile à Montréal et à Toronto. Le premier mai 1930, des milliers de travailleurs manifestent à Toronto derrière les bannières de la TUEL. (10) Dans le monde, les travailleurs britanniques déclenchent une grève générale en 1926. Un mouvement international de soutien se développe pour la cause de Sacco et Vanzetti, deux militants anarchistes condamnés à mort par l'état du Massachussets aux Etats-Unis. Des mineurs de la Nouvelle Ecosse sortent en grève en 1927 pour protester contre leur exécution.

Durant ces dix premières années, le mouvement communiste se consolide. L'Union Soviétiquer se développe et fait face à l'encerclement impérialiste. Durant les années '30, en Espagne, en France, les partis communistes alliés aux autres forces progressistes prennent le pouvoir. La classe ouvrière menace le pouvoir bourgeois. Mais les capitalistes n'ont pas dit leur dernier mot. Ils mettent en branle le processus de destruction le plus meurtrier de toute l'histoire de l'humanité: le fascisme, avec ses composantes mussoliniennes, franquistes, nazies. La guerre éclate en Espagne en 1936. Le mouvement communiste mondial profite de la célébration du premier mai pour publiciser l'organisation de brigades internationales. Des milliers de militants ouvriers et communistes de tous les pays viennent lutter contre le fascisme. Devant l'effort conjugé des puissances fascistes, et face à la passivité des pays "démocratiques" bourgeois (la France et l'Angleterre surtout) le peuple est écrasé. Le fascisme triomphe en Allemagne, et s'étend bientôt en Autriche, en Tchékoslovaquie, en Finlande. Les militants ouvriers sont pourchassés.

Au Québec, le fascisme n'est pas loin non plus. Le régime super-réactionnaire de Duplessis s'en rapproche dangereusement. Mais les travailleurs aussi prennent l'offensive. Les premiers syndicats de masse industriels sont bâtis à travers des luttes titanesques. Aux Etats-Unis, des milliers de travailleurs occupent leurs usines. Au Canada, les ouvriers de la General Motors déclenchent la grève et réussissent à faire entrer de force le syndicalisme industriel au pays.

Le fascisme est incapable de se contenter de la moitié de l'Europe. En 1941, les nazis attaquent l'Union soviétique. La guerre de résistance débute et se poursuit jusqu'à la défaite complète du fascisme. Le poids de la guerre est porté principalement par les soviétiques qui mobilisent politiquement et militairement toutes leurs ressources derrière la direction du Parti Communiste et de Joseph Staline.

Dans le monde, les forces ouvrières et communistes se mobilisent elles aussi contre le fascisme. Au Canada et aux Etats-Unis, les syndicats, le Parti Communiste et toutes les forces progressistes décident de soutenir l'effort de guerre contre le fascisme. Durant les années de guerre, la fête du premier mai ne sera pas célébrée par la grève, les syndicats préférant augmenter la production pour soutenir la guerre anti-fasciste. Des manifestations et des assemblées sont toutefois organisées, où l'on met l'emphase bien sûr sur le front uni international contre le fascisme.

La reddition des pays fascistes en 1945 met fin à la trêve temporaire de la lutte des classes dans les pays occidentaux. Au Canada et au Québec, des grèves éclatent partout. Les ouvriers de la Ford luttent pendant plusieurs semaines contre les scabs et contre les flics. Au Québec, les ouvriers du textile partent en grève contre la Dominion Textile à Valleyfield et à Montréal. Les dirigeants de la grève dont la militante Madeleine Parent sont arrêtés et accusés de "conspiration séditieuse". (11) En 1949, les travailleurs de l'amiante mènent leur grève épique, suivis en 1953 par les travailleurs de Louiseville. En Amérique du nord, c'est la grande chasse aux sorcières qui commence. Les organisations ouvrières et progressistes sont systématiquement pourchassées, les militants congédiés ou arrêtés, les locaux saccagés. Le mouvement communiste se disperse et perd la plupart de ses forces. Le premier mai au Québec et dans le reste de l'Amérique est oublié pour plus de 20 ans.

Dans le reste du monde, les forces réactionnaires tentent d'isoler le camp socialiste. C'est la guerre "froide". Pourtant, le mouvement ouvrier mondial va de l'avant. La Chine se libère et établit solidement le pouvoir socialiste. Des révolutions anti-impérialistes éclatent dans la plupart des pays du tiers monde. Le Vietnam, la Corée se libèrent en partie. Ailleurs, les forces de libération demeurent fortes.

Le premier mai continue d'être célébré. Dans les pays socialistes, c'est l'occasion pour le peuple de fêter ses victoires. Dans la rue, on défile par milliers, on montre ses victoires. Dans la rue, on défile par milliers, on montre ses victoires économiques ou militaires. On met en garde l'impérialisme. Dans les pays capitalistes où le mouvement communiste est encore fort, on débraye, on manifeste, on lutte et on démontre sa solidarité.

LA SCISSION DU MOUVEMENT OUVRIER MONDIAL.

Mais le monde continue de changer sans cesse. Les années '60 amènent de nouvelles transformations majeures. La révolution est-elle encore à l'ordre du jour se demandent les travailleurs et les forces progressistes dans le monde. La bourgeoisie ne cesse de dire qu'enfin le monde est

---

9) Voir à ce sujet le livre de Charles Lipton

10) TUEL: voir à ce sujet l'article sur le mouvement ouvrier américain, in **Mobilisation**, vol. 3 no. 4

11) voir Charles Lipton

arrivé à l'ère de la consommation, la "société de loisir". Les forces ouvrières sont en proie à d'importantes luttes internes, sur la question du que faire. **QUELLE VOIE SUIVRE?** Réformer le système capitaliste, ou bien préparer la révolution. Une partie importante des forces ouvrières, avec à leur tête les dirigeants de l'Union sociétique, cèdent devant l'impérialisme. Plutôt que de poser les conditions pour le renversement du capitalisme, on décide de composer avec lui; c'est la "voie légale et pacifique du passage au socialisme", c'est-à-dire l'abandon de l'objectif du révolutionnaire à la base même du mouvement communiste. Les travailleurs du monde assistent indécis à la grande lutte idéologique qui se déroule entre les dirigeants soviétiques et le Parti Communiste Chinois, la seule force (avec la petite Albanie) révolutionnaire qui se maintient contre le grand vent de réformisme qui balaie tout sur son passage au début des années '60.

La période de flottement s'essouffle elle-même. En 1968, les travailleurs par millions se révoltent contre le capitalisme. En mai 1968, 10 millions de travailleurs occupent leurs usines en France. En Italie, c'est l'"automne chaud" qui donne lieu à de durs affrontements entre ouvriers et force de l'"ordre".

Au Québec, on renoue avec la révolte de masse. Les étudiants d'abord, avec leurs grandes manifestations de 1968 et de 1969. Mais aussi les travailleurs, qui à cause des grandes grèves qu'ils doivent mener pour préserver leurs conditions de vie et de travail, transforment les luttes écomiques au Québec. Les grèves se multiplient, elles deviennent plus combatives et souvent sont le lieu d'affrontements violents (construction, Domtar, Lapalme..). Le mouvement progressiste se renouvelle aussi, et diverses organisations de lutte développent des alternatives et prennent la direction de certains mouvements, tel le Front de Libération Populaire et la lutte de "McGill français".

LE PREMIER MAI RENAIT AU QUEBEC

En 1970, pour la première fois depuis plus de 10 ans, on manifeste lors du premier mai au Québec. Plus de 4,000 travailleurs et étudiants viennent marcher à Montréal à l'invitation des centrales syndicales pour appuyer la lutte de gars de Lapalme. "Ce n'est qu'un début..."

Le mouvement syndical et le mouvement progressiste de 1970 (FRAP) subit un recul après l'occupation militaire du Québec en 1970. Les forces désorganisées sont réprimées et la bourgeoisie semble avoir repris confiance.

Le premier mai 1971, Salvador Allende voit défiler devant lui les milliers de travailleurs chiliens qui l'ont porté à la victoire. Il déclare:

"Pour la première fois, un peuple s'est emparé du gouvernement en utilisant les voies légales. Il se dispose à changer la société, à effectuer de profondes transformations économiques et sociales, bref à ouvrir la voie au socialisme, tout cela dans le respect des lois d'une démocratie bourgeoise..."

Au Québec, les forces d'opposition se renforcissent dans une conjoncture économique et politique marquée par la détérioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Le capitalisme mondial est dans une sorte de "crise" larvée: inflation et chômage se poursuivent et s'accentuent. En octobre 1971, les travailleurs de La Presse à Montréal manifestent pour appuyer leurs revendications et leur grève qui dure depuis 3 mois. L'affrontement est violent, faisant un mort et plusieurs blessés. On entre dans l'année 1972, l'année du front commun. Les 210,000 travailleurs des entreprises publiques et para-publiques sont prêts à lutter pour leurs revendications élémentaires: $100 par semaine, sécurité d'emploi. La bourgeoisie fait, elle aussi, un front commun contre ces travailleurs. Les nationaleux du Parti Québécois sont parmi les premiers à s'opposer aux "revendications irréalistes" des travailleurs. On arrête, on émet des injonctions, on passe des lois, on matraque. Mais les travailleurs sont en mouvement. On débraye et on occupe les villes. Quand les chefs syndicaux sont arrêtés, le mouvement s'étend aux travailleurs de l'industrie et des services privés. C'est la grève générale ou presque. Tout cela se passe dans le mois d'avril, mai et juin. Puis finalement, cela s'arrête. Les forces de l'"ordre" triomphent temporairement. Les chefs syndicaux ont recours comme d'habitude à la légalité bourgeoise et démobilisent le mouvement.

VERS DE PLUS GRANDES VICTOIRES

Le premier mai 1972, dans le monde, Fidel déclare que le succès de l'année des "dix millions" est assuré à Cuba. A Pékin, des millions de personnes célèbrent les grandes victoires des peuples indochinois dans leur offensive victorieuse. Le vietnamien Le Duc Tho déclare:

"Nous lancons actuellement une offensive contre les agresseurs américains et leurs valets sur l'ensemble du champ de bataille au Vietnam. Nous avons déjà remporté des victoires qui ont donné un grand encouragement à notre peuple, et nous sommes déterminés à en obtenir de plus grandes encore..."

L'année 1973 est un peu l'année du repli au Québec. On soigne ses plaies en 1972. Les travailleurs de Regent Knitting à St-Jérome occupent leur usine. Le mouvement syndical n'est pas encore remis de ses scissions internes. Les syndicalistes mettent plus d'énergie sur le maraudage que sur la lutte contre les patrons, particulièrement dans la construction.

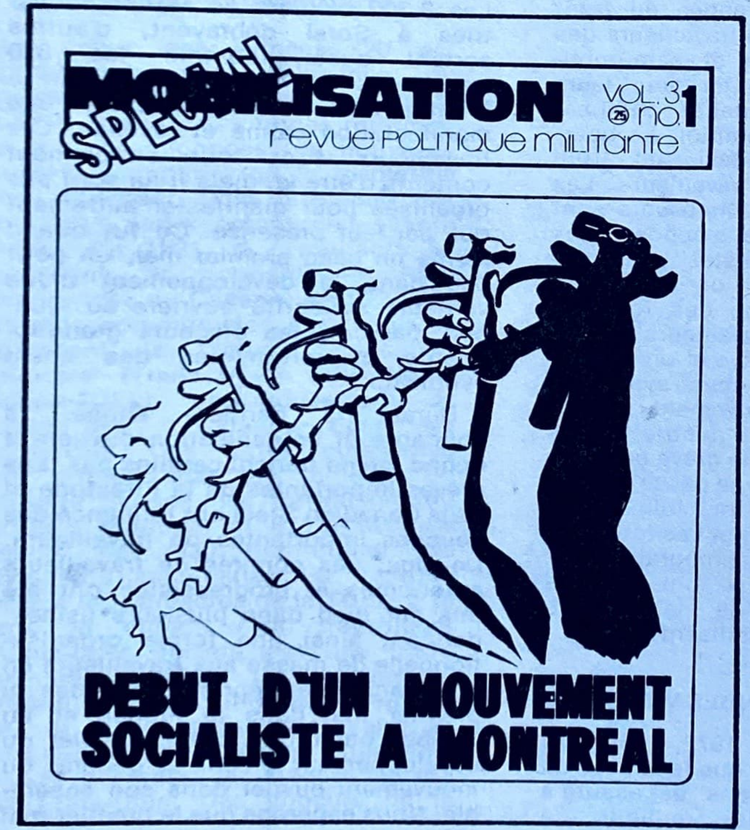
LE PREMIER MAI EN 1973

On arrive au printemps 73. Tout le monde semble assez essoufflé. Les chefs syndicaux annoncent une manifestation le premier mai pour revendiquer la libération des trois présidents emprisonnés. Et là, sans organisation et sans mobilisation importante, plus de 30,000 travailleurs viennent célébrer massivement le premier mai des ouvriers. En plus de manifester à Montréal, on marche à Québec (3,000 manifestants), à Jonquière, à Sorel, à Rouyn et à Sept Iles. Les 2,300 ouvriers de Marine Industries à Sorel débrayent, d'autres sortent aussi, comme les 650 travailleurs du Gaz métropolitain à Montréal. A Montréal, c'est une manifestation calme et joyeuse. Les travailleurs sont tout simplement contents d'être là, mais il ne sont pas organisés pour manifester autrement que par leur présence. Ce fut quand même un beau premier mai, un petit pas dans le développement d'une véritable solidarité ouvrière au Québec, par delà les discours grandiloquents et réformistes des chefs syndicaux.

Durant la dernière année, la solidarité et l'organisation ouvrière a quand même franchi certains pas. Les grèves importantes de la Firestone et de la Canadian Steel ont influencé des couches importantes de travailleurs. De plus, des comités de travailleurs autonomes et progressistes ont été mis sur pied dans plusieurs usines, donnant ainsi une forme organisationnelle de masse aux travailleurs en lutte dans les entreprises. Les fêtes du premier mai dans le monde et au Québec ont toujours été le reflet du développement global et général du mouvement ouvrier dans son ensemble. Nous espérons que le premier mai 1974 sera donc un autre pas en avant vers la libération des travailleurs. En fêtant cette année, nous devrons aussi nous rappeler le combat que les travailleurs et les militants ont mené avant nous, pour tirer des leçons de leurs victoires et de leur défaites.

mobilisation

rencontre d'évaluation



Le 17 mars dernier, MOBILISATION organisait une rencontre avec divers militants pour évaluer le travail de la revue dans ses 4 premiers numéros. L'objectif de la rencontre: évaluer le contenu de la revue, son rôle de formation et d'échange entre les militants, les liens à développer entre les rédacteurs de la revue et les militants, enfin, la présentation générale de Mobilisation cette année.

Cette rencontre s'est inscrite dans le développement général des tâches de la revue, qui se veut un instrument de débat et de formation pour l'ensemble du mouvement progressiste au Québec. Auparavant, Mobilisation était plus l'organe de groupes: en 1969-70, un instrument pour les militants du FLP (Front de libération populaire), en 1971-72, un instrument produit conjointement par des militants des Caps St-Jacques et Maisonneuve, Côte des Neiges et Pointe St-Charles, et l'APLQ. Actuellement, cette situation s'est modifiée, reflétant les transformations du mouvement socialiste. Maintenant, la revue est à la fois produite par des militants reliés organiquement à des groupes progressistes et d'autres, plus ou moins "individuels". Ce qui en pratique conduit à une autonomisation politique de la revue, qui doit être réalisée par un travail collectif de militants socialistes travaillant dans divers milieux. Dans ce contexte, les liens concrets que la revue doit développer avec des militants et des groupes militants sont beaucoup plus importants. Il faut réaliser là l'unité et l'entente politique la plus grande possible afin de remplir les objectifs initiaux de la revue: être un instrument qui correspond aux besoins d'échange et de formation dans le mouvement socialiste actuel au Québec.

UN INSTRUMENT DE FORMATION

Dans l'évaluation des militants lors de la rencontre, il ressortait clairement que le rôle principal de la revue doit être un rôle de formation. Dans ce sens, on réalise que la revue correspond à la réalité actuelle du mouvement militant: elle reproduit à la fois ses forces et ses faiblesses. Le mouvement, encore fortement marqué par l'origine petite-bourgeoise de la plupart de ses militants, faiblement lié à la classe ouvrière, peu expérimenté et peu familiarisé avec les principes marxiste-léninistes de base, a développé des acquis importants en ce qui concerne le travail d'organisation dans les entreprises et les milieux populaires. C'est ce que la revue a réflété avec la diffusion de plusieurs bilans et enquêtes qui démontrent concrètement ce développement.

Toutefois, la plupart des militants ont aussi fait ressortir le côté limité de ces acquis et des textes de la revue qui diffusaient les expériences. La difficulté de faire ressortir des grandes lignes, des principes généraux, est fortement ressentie par tous. Cette situation dépend en majeure partie de la situation objective dans le mouvement, mais aussi, secondairement, de certaines attitudes empiristes de la part des rédacteurs de Mobilisation: leur manque d'efforts pour contribuer à la systématisation et à l'analyse politique des pratiques.

Ces faiblesses ont été aussi relevées avec encore plus de force en ce qui concerne le travail d'analyse de la conjoncture économique et politique québécoise. On a noté par exemple les limites des textes comme celui sur la question nationale (vol. 3, no. 3) ainsi que le dossier sur les contradictions économiques et politiques au Québec et au Canada. Encore là, les conditions objectives, le peu de développement des pratiques et la clarification dans le mouvement socialiste, sont la cause principale de

cette situation. D'autre part, les rédacteurs de la revue ont aussi une bonne part de responsabilité dans ce manque.

Un autre aspect du travail de formation de la revue qu'on souligna fut celui de la présentation et de la diffusion des acquis marxistes-léninistes principalement en matière d'organisation. A ce sujet, on a remarqué la présentation du texte sur la lutte des femmes (vol.3, no.4) qu'on a jugé très positif en ce sens qu'il nous donnait les lignes générales, politiques de cette question, et complétait ainsi théoriquement un autre texte, un bilan pratique des pratiques de militantes dans les garderies populaires. (Les militantes ont remarqué que la revue devait encore plus insister sur cet aspect).

Touchant là l'aspect des luttes dans les milieux populaires, les militants ont noté l'absence quasi totale d'analyses ou de bilans sur ce sujet. Cette situation a d'ailleurs été réalisée par les rédacteurs de la revue qui ont décidé de réorganiser leurs tâches d'enquête pour redonner au travail en milieu populaire la place qui lui revient(par exemple, les textes présentés dans ce numéro sur l'ADDS et le Cap Service social).

Un autre point faible: l'aspect trop "montréalais" de la revue. La diffusion d'expériences d'organisation en province était considérée importante, d'abord pour les militants de la région de Montréal, qui doivent apprendre ce qui se fait ailleurs, ensuite pour les militants de province, pour leur permettre de diffuser et de systématiser leurs acquis.

Finalement, en ce qui concerne les expériences étrangères,on a trouvé excellent d'accorder plus d'attention aux développements en Amérique du nord, Canada et Etats-Unis, pour des raisons géographiques évidentes, mais aussi pour des raisons politiques: il se développe là des formes d'organisation et de lutte extrêmement enrichissantes pour les militants québécois.

LA FORMATION A L'ETAPE ACTUELLE

En évaluant le rôle de formation de la revue, les militants ont aussi fait ressortir l'étape où ils en étaient rendus dans ce travail. Actuellement, le niveau de formation est généralement bas: les militants sont submergés de réunions, de textes de discussions, etc... Un militant travaillant dans un noyau de travailleurs à l'oeuvre dans des petites entreprises établissait ainsi les priorités en matière de formation:

1- des textes sur des expériences concrètes d'organisation et de lutte, dans les entreprises et les milieux populaires;

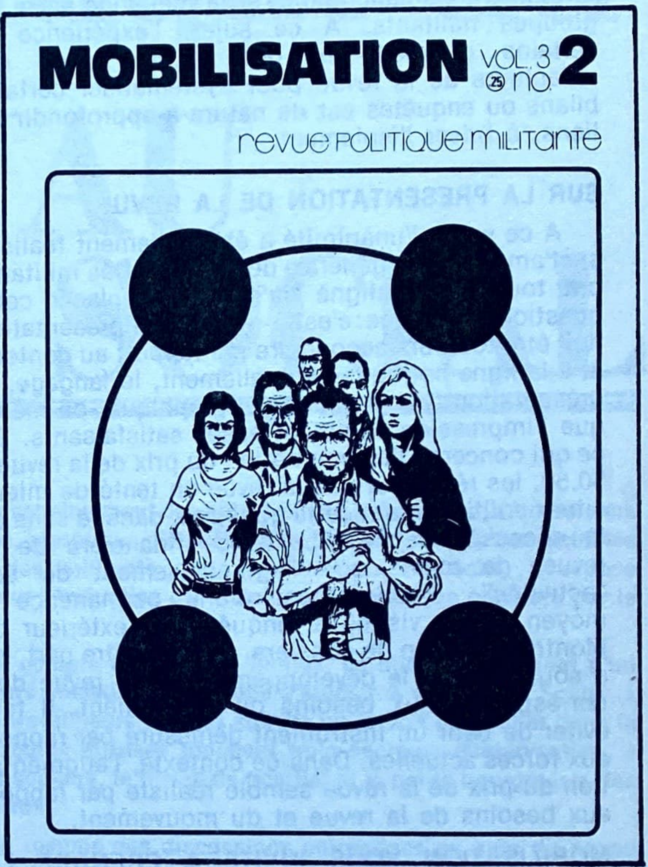
2- des textes sur l'analyse de la conjoncture économique et politique du Québec;

3 des textes sur des sujets précis qui touchent certains aspects du travail d'organisation (du style "Les boss du Québec");

4- des textes d'explication et de présentation des principes du marxisme-léninisme et des expériences du mouvement ouvrier international;

5- finalement, des textes sur les expériences étrangères, particulèrement au Canada et aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, il faut voir la revue comme un instrument de formation qui évolue avec la formation dans les groupes militants. Cependant, les rédacteurs de Mobilisation doivent prendre plus d'initiatives pour indiquer des pistes aux militants à ce sujet.Il faut que la revue corresponde à la réalité actuelle du mouvement, mais il faut aussi comprendre le processus de développement de ce mouvement, donc se brancher sur la réalité en **transformation** que vivent les militants socialistes à l'étape actuelle. Un des moyens suggérés pour le développement de la revue est d'accentuer le rôle de systématisation et d'analyse des rédacteurs, et dans la consolidation de leurs liens avec des groupes militants.



UN INSTRUMENT D'ECHANGE

Une autre question traitée fut celle du rôle d'échange joué par la revue. A ce sujet, les militants ont rappelé ce qu'ils avaient dit sur l'état de la formation dans les groupes militants à l'heure actuelle. Le développement actuel ne permet pas une extension très grande de l'échange sur les pratiques ou sur la ligne politique générale des groupes militants. Tout au plus commence-t-on à prendre contact, à échanger des bilans. Dans ce sens la revue sert en elle-même d'instrument d'échange: par elle les militants diffusent leurs expériences, étudient celles des autres. On prépare le terrain pour un échange plus approfondi, pour la confrontation véritable des pratiques. Les militants tiennent à éviter des échanges et des confrontations purement"idéologiques", qui ne reposent que sur une interprétation théorique de grands principes marxistes-léninistes (comme par exemple le débat sur la propagande organisé en août 1973).

RESSERRER LES LIENS AVEC LES MILITANTS

Une autre question portait sur les liens à établir

entre la revue et les groupes militants. Le sens de cette question pour les rédacteurs de la revue était de dépasser la relation un peu trop "journalistique" établie jusqu'à date. Là dessus , on a réalisé qu'il fallait établir des formes de liens très souples, tenant compte de l'état dispersé et local des forces militantes,. et de la nécessité de régulariser les contacts. Il est sûr qu'à l'étape actuelle, il est impossible d'établir des liens formels et stricts avec la plupart des groupes militants, pas plus qu'il n'est pensable d'établir une direction "politique" sur le mouvement socialiste dans son ensemble. D'autre part, il est important selon les militants de briser le formalisme bureaucratique et la méfiance entre les groupes militants. A ce sujet, l'expérience de certains groupes qui ont travaillé avec des rédacteurs de la revue pour systématiser certains bilans ou enquêtes est de nature à approfondir les liens, à briser l'isolement.

SUR LA PRESENTATION DE LA REVUE

A ce sujet, l'unanimité a été facilement réalisée sur l'amélioration générale de la revue. Des militants ont toutefois souligné qu'il fallait replacer cette question à sa place: c'est-à-dire que la présentation doit être toujours secondaire par rapport au contenu et à la ligne politique. Actuellement, le langage, la présentation typographique et graphique, de même que l'impression semblent assez satisfaisants. En ce qui concerne l'augmentation du prix de la revue à $0.50, les rédacteurs de la revue on tenté de mieux situer politiquement cette question, dans le sens de la nécessité de l'indépendance financière de la revue, de même que l'agrandissement de ses "activités": établissement d'une permanence à moyen terme, visites et enquêtes à l'extérieur de Montréal, édition de dossiers, etc... d'autre part, on a souligné que le développement de la revue doit correspondre aux besoins du mouvement. Il faut éviter de bâtir un instrument démesuré par rapport aux forces actuelles. Dans ce contexte, l'augmentation du prix de la revue semble réaliste par rapport aux besoins de la revue et du mouvement.

MOBILISATION VOUS INVITE A PRENDRE LA PAROLE.

Cette soirée d'évaluation fut très fructueuse autant pour les rédacteurs que pour les militants présents. Nous pensons toutefois qu'il serait extrêmement valable d'étendre ce processus de critiques et de suggestions le plus largement possible. Nous invitons donc tous les lecteurs à nous adresser critiques, commentaires, suggestions...

Dans ce but, nous reproduisons les 4 grandes questions présentées lors de l'assemblée et autour desquelles la discussion s'est engagée.

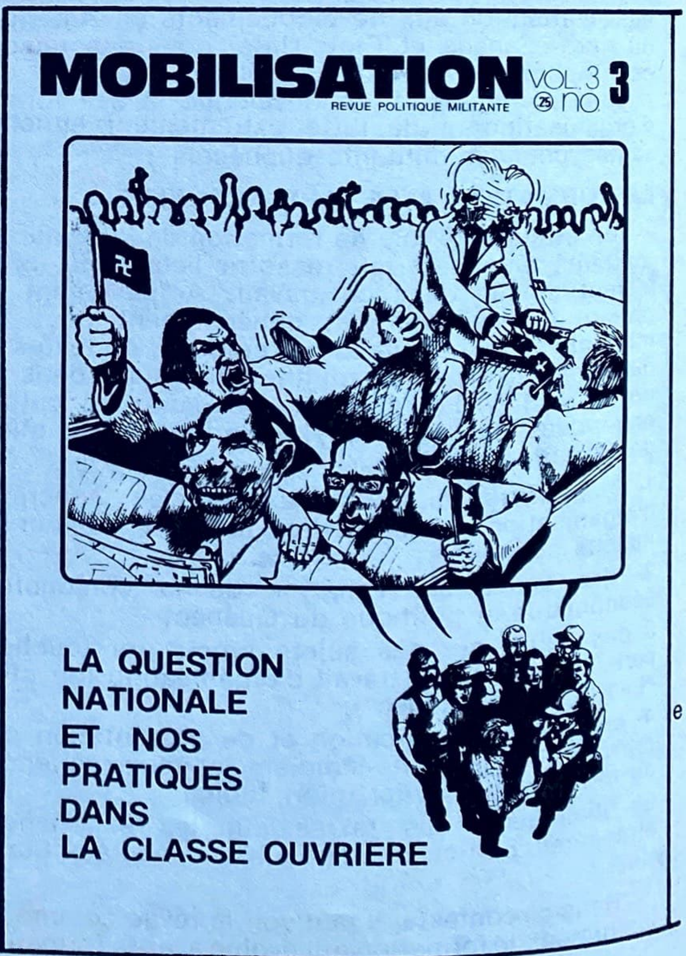
1- la revue Mobilisation a-t-elle été un outil utile pour vos pratiques militantes, que ce soit au niveau de la formation (comme le dossier "Debut d'un mouvement socialiste à Montréal" ou encore le dossier no. 1), à celui de la diffusion d'expériences concrètes (bilans de noyaux, de la Canadian Steel, des garderies, etc...), et au niveau de l'analyse de la conjoncture soit du Québec (l'entente politique minimale dans le no. 1 ou le texte sur la question nationale), soit des luttes étrangères (Chili, USA, Lip en France).Avez vous des suggestions de textes auxquels Mobilisation devrait accorder la priorité?

2-les sujets traités dans la revue peuvent-ils favoriser l'échange entre des groupes de militants? Avez-vous eu des expériences à ce sujet? Comment, selon vous la revue pourrait-elle inciter des groupes à se rencontrer et à échanger de façon militante?

3-votre collaboration à la revue vous a-t-elle été utile pour préciser l'orientation de vos pratiques et vous permettre de creuser plus à fond certaines questions? Vos liens avec l'équipe de rédaction (ou avec un de ses membres) ont-ils permis de mieux réaliser le travail de rédaction et de reflexion? Considérez-vous nécessaire qu'il existe une continuité dans les liens avec la revue et comment la voyez-vous?

4-la présentation de la revue est-elle satisfaisante (mise en page, photos, illustrations...)? Le langage est-il accessible? Le nombre de pages et de textes est-il trop ou pas assez élevé? La forme des dossiers spéciaux vous semble-t-elle intéressante? Que pensez-vous de l'augmentation du prix à $0.50?

Nous attendons vos réactions. D'autre part, nous tenons à souligner pour finir que nous voulons répéter ce processus d'évaluation dans l'avenir. De plus, l'équipe de rédaction rédigera et diffusera un bilan complet de ses activités au début de l'automne prochain. Cela est pour nous essentiel pour développer cet instrument qu'est Mobilisation à l'étape actuelle.



Evaluation et réorientation de la pratique du NOYAU SERVICE SOCIAL

présentation

Ce bilan diffère sensiblement des autres bilans publiés jusqu'à date dans la revue. En effet, plutôt que d'être fait à partir d'une description détaillée des pratiques des militants dans leur milieux respectif, il repose principalement sur l'évaluation du cheminement politique parcouru par le noyau.

D'autre part, et compte tenu de ses limites, ce bilan qui provient d'un noyau de militants socialistes composé d'étudiants en Service Social (à l'U. de M.) et de travaillleurs sociaux suscite un intérêt particulier dans la mesure ou les acquis diffusés touchent trois secteurs d'intervention, à savoir: le milieu scolaire, le travail de quartier et la petite bourgeoisie (les travailleurs sociaux).

Ce bilan est un résumé des discussions entreprises au sein du noyau dans une perspective autocritique. Il se veut un point de départ pour ces militants et c'est à ce titre qu'ils jugent important de le soumettre à la critique des militants socialistes.

La première partie du bilan, qui relate les discussions et les débats internes du noyau au fil de son développement, a été résumée sous forme de bref historique. Les autres parties de ce texte ont été tirées telles quelles du bilan. On y trouve une évaluation générale du noyau qui passe en revue notamment ses problèmes d'isolement et d'encadrement des pratiques; à cela s'ajoute un effort de réflexion pour se situer eux-mêmes en tant que travailleurs sociaux et aussi pour évaluer les acquis de leur liaison aux Caps et à la classe ouvrière. Sont dégagées de celà les leçons que les militants en ont tiré et les perspectives de développement qui s'offrent au noyau. On trouvera en annexe deux textes du noyau Service Social qui portent respectivement sur le travail de quartier et le travail en milieu scolaire.

Enfin, Mobilisation a complété le bilan par un court interview avec quelques militants du noyau concernant certains aspects précis de leurs pratiques.

MOBILISATION

I-HISTORIQUE

DEMARCHE INTELLECTUELLE D ETUDIANTS ISOLES

Suite à la réorganisation du CAP Maisonneuve en octobre 71 où la priorité fut mise à "l'implantation dans les milieux de travail, dans les écoles et les quartiers", 5 étudiants et 2 finissants en Service Social à l'Université de Montréal forment un noyau en mars 72. Ce noyau, essentiellement composé d'étudiants insatisfaits de leurs cours et préoccupés par le climat politique de l'époque (manifestation de la Presse, manifeste des centrales syndicales, etc...) se donnent comme objectifs:

1. Faire une analyse critique marxiste sur le Service Social durant la période morte de l'été pour leur propre formation politique et pour faciliter le recrutement et l'implantation à la rentrée scolaire en septembre.
2. Susciter des débats, organiser des luttes au département de Service Social et les lier aux luttes ouvrières. Le militantisme se situe donc uniquement au plan idéologique.

Sur cette base, le noyau s'engage donc dans la rédaction d'un **Dossier sur le Service Social** (1) qui mobilisera presque toutes les énergies du noyau pendant près d'un an.

VERS LA CREATION DE LIENS ORGANISATIONNELS NON SUPPORTES PAR UNE PRATIQUE A LA BASE

Face à l'isolement du noyau, dont la plupart des énergies sont consacrés à la préparation du **Dossier**, les militants du noyau tentent de se rapprocher et de se lier à d'autres groupes de militants. Le noyau adhère donc aux CAPs Maisonneuve-St.Jacques espérant ainsi de se rapprocher des luttes ouvrières. Dans la préparation du **Dossier Service Social**, le noyau entrevoit un élargissement de la diffusion qui au départ était envisagée d'une façon limitée, à une diffusion qui toucherait également l'ensemble des travailleurs sociaux. Cette préocupation correspondait également au début d'implantation de 3 militants du noyau à l'extérieur du milieu étudiant (dans une agence de service social, dans une école secondaire et dans un atelier de déficients mentaux). Par contre, les pratiques développés dans ces milieux étaient peu ou pas analysées par le noyau et étaient laissées à l'initiative de chaque militant. Cette situation explique, dans une certaine mesure, la difficulté des militants du noyau à participer aux bilans du secteur quartier du CAP St-Jacques en cours à cette époque (Coop Centre-Sud, Clinique juridique, Centre-Sud, Clinique St-Jacques et les auxiliaires familiales). Quant aux pratiques à l'université, elles se limitaient à l'étude de textes et à l'analyse du milieu pour y déceler les luttes à mener. Le noyau demeure donc principalement un groupe d'étude, mais amorce une certaine implantation dans des milieux de travail social.

DEVELOPPEMENT ET ANALYSE DES PRATIQUES INDIVIDUELLES

De février à juin 73, de groupe d'étude qu'il était, le noyau se transforme progressivement en groupe d'intervention. Cette transformation s'amorce sur la base d'une volonté d'analyse de développement des pratiques individuelles des militants dans chacun de leur milieu. Toutefois, les militants du noyau continuent à se sentir étrangers aux débats dans le secteur quartier et dans le CAP en général: principalement à cause du peu de développement de leurs pratiques, mais également à cause de l'absence d'échanges et de circulation de l'information au sein même du CAP. En milieu étudiant, les militants du noyau développent également

leurs interventions en prenant part activement à la mise sur pied de l'OPEUM (Organisation politique des étudiants de l'Université de Montréal); toutefois le noyau n'encadre pas ce travail en laissant l'initiative aux militants étudiants dans leur milieu. Au cours de cette période, la composition du noyau se transforme: le noyau est maintenant composé de 5 étudiants et de 5 travaillleurs sur le terrain.

BILAN ET REORIENTATION DE LA PRATIQUE DU NOYAU

Au cour de l'été 73, le noyau participe à une journée d'étude organisée par le secteur quartier du CAP, ce qui permet aux militants du noyau, pour une première fois, d'échanger sur leurs pratiques avec d'autres militants; à l'automne 73 le travail du noyau tourne autour des points suivants:

-la préparation de débats et les débats eux-même sur le travail social; dans les universités et les agences;

-l'analyse des pratiques des travaillleurs sociaux du noyau;

-la question nationale;

-la préparation du bilan.

Jusque là, malgré une analyse et une critique élaborée du travail social, le noyau n'avait pu dégager d'alternatives claires. Les pratiques s'étant depuis développé, et surtout, la liaison avec les travaillleurs sociaux (surtout par l'intermédiaire de la diffusion du Dossier et des rencontres qui se sont effectués sur cette base - voir **Mobilisation** vol.3, no.3) s'étant développé, le noyau est maintenant en mesure d'avancer des alternatives concrètes (voit la 4ième partie du présent texte). Sur l'étude de la question nationale, c'était la première fois que le noyau discutait de problèmes "chauds" en vue d'une prise de position. Toutefois, le manque de débat préalables sur cette question n'a pas permis d'en venir à un concensus (tout comme dans l'ensemble des CAP). En milieu étudiant, l'absence d'encadrement des militants par le noyau a entrainé jusqu'à un certain point une pratique activiste.

---

1. **DOSSIER SERVICE SOCIAL,** rédigé et discuté dans le noyau **Service Social** du CAP Maisonneuve de juin 1972 à mars 1973. -72 pages, $1.00. **DISPONIBLE** à la Librairie Progressiste, 1867 Amherst.

En résumé

Les quelques points que nous désirons faire ressortir dans les lignes qui suivent nous faciliteront une plus grande compréhension des perspectives d'avenir qui se présentent pour le noyau.

1 Le noyau Service Social a été d'abord un groupe d'**analyse**. La conjoncture de mai 72 s'y prêtait. C'était l'époque d'un début de clarification en terme marxiste du contexte social et politique ("Ne comptons que sur nos propres moyens", "Pour l'organisation politique des travailleurs", Textes du CAP Médecine...) Notre démarche était nettement petite-bourgeoise en ce sens qu'elle ne s'appuyait aucunement sur une pratique militante.

2. Nous étions au départ un groupe d'étudiants dont les liens avec la classe ouvrière étaient très ténus (soutien actif à la grève de Rémi Carrier). Par la suite, notre groupe est devenu essentiellement un groupe de travailleurs sociaux et d'étudiants en stage (en S.S., le stage peut durer un an). Ce changement a rendu l'intervention (ou la pratique) plus présente au sein du groupe et a aussi rendu nécessaire l'encadrement des pratiques.

3. Cependant, les pratiques ont été rarement analysées, même quand le dossier a été terminé. Les discussions sur le CAP ont pris une grande partie de notre temps. Les diversités des pratiques rendait aussi l'analyse et l'encadrement difficiles.

4. Beaucoup de décisions de nature politique ont été, en fait, discutées empiriquement. Notre isolement par rapport au CAP et à la classe ouvrière peuvent expliquer en partie ce fait.

5. La question du militantisme (sa signification politique, et ses conséquences pratiques) a été abordée rarement et sans aboutir à une conclusion claire pour tous. Cette question se pose encore aujourd'hui dans le noyau.

6. Alors que notre travail auprès des T.S. repose sur une analyse politique un peu élaborée, notre désir de militer au niveau du quartier ne peut s'appuyer sur une explication politique aussi claire. Cela est dû, croyons-nous, à une sorte de "dévaluation" du travail de Q., ainsi qu'à notre retard collectif (les militants en Q.) à nous donner les moyens d'effectuer cette analyse.

7. Notre formation théorique n'est pas très avancée et la démarche que nous avons suivie a manqué de continuité et de cohérence. Elle n'a pas eu beaucoup de liens avec notre pratique, sinon le texte sur la question

II-EVALUATION ET REORIENTATION

1 - Liens avec le CAP et la classe ouvrière

Si le noyau Service Social n'est pas en mesure actuellement de prendre définitivement position face au débat qui marque en ce moment le mouvement ouvrier et socialiste, toutefois, sur la question des CAPs, le noyau a pris position.

Position face au CAP

Cependant, sur la question du CAP, nous avons pris position. Celle-ci n'est pas différente de celle de la presque totalité des militants des CAP Maisonneuve et St-Jacques à l'heure actuelle. Nous ne voulons pas et nous ne croyons pas possible que le CAP se maintienne sous sa forme actuelle.

Nous ne nions pas l'importance de l'influence qu'ont eu les CAP sur le développement du mouvement ouvrier québécois et plus spécifiquement, sur notre noyau. Celui-ci a, sur quelques points, eu une évolution semblable à celle des CAPS.

-passage d'un groupe axé sur l'analyse à un groupe axé sur l'intervention.

-développement graduel des pratiques

-groupe formé en majorité de petits-bourgeois. Les CAPS et notre noyau comptent aujourd'hui beaucoup plus de membres issus de (ou "dans") la classe ouvrière.

Le CAP a exercé aussi un certain leadership sur notre noyau. Cela s'est manifesté par exemple dans notre décision de procéder à l'analyse du S.S., suivie du mot d'ordre d'implantation, pour arriver aux discussions sur les bases régionales. Toutefois il était souvent pénible pour les militants du noyau S.S. d'avoir à se prononcer sur des sujets (proposés par le C.O.) qui ne collaient pas à notre réalité. Nous n'avons pas eu souvent l'impression, d'autre part, d'avoir une influence quelconque sur l'évolution du CAP, que ce soit dans les secteurs ou au C.O.

Notre situation, en ce moment, est caractérisée surtout par un grand isolement face au CAP et au mouvement ouvrier. Nous voulons y remédier le plus tôt possible.

Même si nous sommes d'avis que le CAP n'a plus sa raison d'être nous souhaitons qu'un véritable débat sur les lignes politiques présentes au sein du mouvement ouvrier, se fasse, et dans de brefs délais. Quels que soient la forme et le lieu de ce débat, nous pensons qu'il devra se tenir sur la base des pratiques telles qu'elles sont développées dans les milieux de travail, de quartier et scolaire.

Enfin, nous ne devons pas négliger les leçons à tirer de l'expérience des CAPS:

1) Permettre aux pratiques militantes de se développer avant qu'un groupe se donne une direction politique. Le cas advenant, celle-ci dev être souple, et favoriser les débats politiques entre les militants. Ceci en vue d'en arriver à élaborer une ligne politique claire et qui tienne compte des pratiques.

2) Eviter la lourdeur de structures qui, lorsqu'elles sont établies avant que les bases militantes soient solides, entravent le développement des pratiques et finissent par démobiliser les militants.

Tout ce qui précède nous aide à comprendre de quelle façon nous entendons nous joindre aux luttes ouvrières et aux possibles regroupements qui vont naître.

Notre métier de T.S. nous oblige d'une certaine façon à faire face aux luttes ouvrières et populaires. C'est par là donc, que nous devons commencer:

-liens avec les groupes populaires
-critique du service social
-appui aux luttes ouvrières

Deuxièmement, les regroupements auxquels nous voulons participer, en quartier et en scolaire, nous amènent, en fait, à apporter notre soutien effectif aux luttes ouvrières et populaires (ex. comité de solidarité Firestone). Mais nous ne croyons pas que ces regroupements exigent l'adhésion à une ligne politique maximale.

Enfin, et quant, à des alliances formelles, l'expérience des CAP nous a amplement démontré qu'on ne les établit pas à partir de structures artificielles et sur des consensus politiques imaginaires. Lorsqu'alliance il y aura, ce sera sur la base de nos pratiques et de luttes à soutenir ensemble. Ce sera aussi, à partir d'une ligne politique (maximale) mais cette ligne doit, à notre avis être précise et renforcée à partir de l'analyse de la conjoncture et des formes d'implantation et d'organisation déjà en place dans la classe ouvrière.

2 - Perspectives d'avenir

Nous ne pouvons terminer ce texte sans avoir défini clairement qui nous sommes, et en quoi cela détermine notre avenir comme noyau.

Qui sommes-nous? Nous croyons que le texte a répondu à cette question. Nous sommes tous T.S. ou en voie de l'être, donc, des petits-bourgeois et non des membres de la classe ouvrière. Nos salaires, nos conditions de travail, et peut-être surtout notre rôle idéologique et pratique d'agents de l'Etat auprès des "défavorisés" nous classent sans aucun doute dans la petite-bourgeoisie.

C'est le système social lui-même, par l'entremise de ses institutions (dans notre cas: l'école de Service Social) qui nous a fourni l'occasion de notre regroupement. Bien plus, les rapports patrons-employés qui existent dans les institutions où se pratique le Service Social (Agences,

écoles, hôpitaux..), se caractérisent par un climat bon-ententiste avec jusque ce qu'il faut de paternaliste pour mettre chacun à sa place. C'est qu'on est entre petits-bourgeois! Cette situation est très différente des usines où domine un rapport de force fondamentalement opposé entre patrons (moyenne-bourgeoisie) et employés (classe ouvrière). Cet esprit rend difficile actuellement des regroupements d'action politique de T.S. sur une base locale. Notre noyau a donc sa raison d'être, même si avec les structures changeantes en S.S. (v. Bill 65); la situation se modifiera partiellement. En effet, les nouveaux centres de Services Sociaux forcent les employés des Agences actuelles à se regrouper et à collaborer pour faire échec à un excès de bureaucratisation et à des contrôles accrus sur les programmes.

Nous sommes donc travailleurs sociaux. C'est ce qui nous rassemble. Mais compte tenu des nombreuses contradictions même au sein du noyau, et qui manifestaient une certaine incohérence dans notre démarche qu'allons-nous devenir maintenant?

-Continuerons-nous à faire un travail de propagande large auprès de ceux qui pratiquent le Travail social?

-Tenterons-nous de donner un nouveau souffle à un regroupement des militants en quartier?

-Participerons-nous au regroupement des militants en scolaire et poursuivrons-nous notre travail d'implantation dans le département de Service Social?

A toutes ces questions nous répondons oui. Nous verrons plus loin comment pourrait s'articuler notre démarche. Il nous faut clarifier d'abord notre décision d'intensifier notre travail auprès des travailleurs sociaux...En quoi cela peut-il aider à l'avancement (prise de conscience et organisation) de la classe ouvrière?

Il nous faut faire ici quelques rappels au sujet de la petite bourgeoisie québécoise, dont font partie les travailleurs sociaux.

1) La nouvelle petite-bourgeoisie occupe une place importante dans le rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière au Québec. Qu'on pense à la question nationale où à la syndicalisation des professionnels et des cols blancs, la nouvelle petite-bourgeoisie croît numériquement et affirme sa présence dans un grand nombre de mouvements (Québec Français) dans les journaux (le Devoir), dans les appareils d'Etat (écoles, hôpitaux) et dans un parti politique (le P.Q.)

2) Une fraction de la petite-bourgeoisie s'est montrée prête à se rallier aux luttes ouvrières (étudiants, intellectuels des CAP, etc). Il faut admettre aussi qu'à la suite d'une détérioration relative des rapports de la petite-bourgeoisie avec l'Etat (ex. déclassification des enseignants), suite aussi à ce nouveau phénomène qu'est le chômage pour les jeunes instruits, suite enfin à un début de dévalorisation (démystification...!) de leur rôle social (médecins, prêtres, avocats), un certain nombre de petits-bourgeois commencent à appuyer parfois, et timidement les revendications exprimées par la classe ouvrière. On les retrouve par exemple dans l'appareil syndical. Leur attitude est souvent entachée d'opportunisme. Cependant, cela n'est pas le cas de tous les militants syndicaux, petits-bourgeois, qui veulent véritablement faire un pas vers la classe ouvrière. On peut qualifier les tenants de cette attitude de "socio-démocrate". Ils sont prêts à proposer des changements assez radicaux mais leurs stratégies (changer le système par étapes, de l'intérieur) ne les mènerait qu'à des réformes.

Cependant, certains de ces socio-démocrates peuvent être utiles (utilisés..) dans des luttes contrôlées par la classe ouvrière et allant dans le sens de ses intérêts politiques à long terme. Eventuellement, un petit nombre de petits-bourgeois deviendront des militants ralliés complètement à la classe ouvrière. Alors leur connaissances et leur habilité à manipuler l'analyse théorique pourront être utile à la classe ouvrière.

3) Parmi les petits-bourgeois se trouvent les travailleurs et conseillers sociaux. Ils sont, en général, de tendance néo-libérale, se refusant à toute analyse de classe. Leur philosophie de vie et leur travail sont souvent entachés d'humanisme et de bonne volonté. Ce qui ne change rien au rôle objectif qu'ils jouent auprès de leur clientèle (v.g. le "Dossier Service Social")

Cependant, une partie des praticiens en service social s'inquiète davantage du rôle que l'Etat leur fait jouer auprès de la classe ouvrière. Ils remettent en question leurs programmes (consultation conjugale...) leurs projets (organisation communautaire), enfin, leur pratique quotidienne, sans toutefois être en mesure de recourir à des analyses existantes en S.S. puisqu'elles sont très rares. Ce sont les "socio-démocrates" de la profession.

Mais, lorsqu'ils sont confrontés aux dures luttes de la classe ouvrière, même s'ils n'opposent pas une fin de non recevoir (tels les néo-libéraux), ils s'en tiennent tout de même à une attitude humaniste, légaliste et conciliatrice.

Cette attitude n'est pas dûe pour une partie d'entre eux, à une analyse serrée des rapports de force en présence et des stratégies à défendre. Elle leur est presque naturelle, à cause de leur position de classe! ils croient encore aux vertus de la négociation tranquille avec le pouvoir. Et même quand ils s'ouvrent les yeux, leur manque de connaissance de la classe ouvrière, leur incapacité à comprendre le contexte et les buts poursuivis par les luttes ouvrières, leur difficulté à s'organiser, font qu'ils sont désemparés, et réticents devant les appels lancés parfois par des groupes en lutte (Ex. ADDS, Association des parents des foyers nourriciers...).

La diffusion de notre dossier ainsi que l'insertion de quelques-uns d'entre nous dans des milieux où se pratique du Service Social nous a permis de faire les constatations que nous venons d'énoncer. A partir de là, nous pensons nécessaire de poursuivre notre travail d'enquête (mieux connaître ceux qui pratiquent notre profession) et d'analyse plus serrée des pratiques du S.S. Ce deuxième point devra se faire **avec** les T.S. est grand temps de dénoncer et de démystifier le travail social d'aide

4) Tout ceci nous amène à voir la nécessité d'un travail politique dans le milieu du Service Social. D'abord, parce que, comme nous l'avons dit, une fraction des professionnels au Service Social peuvent se rallier partiellement ou complètement à la classe ouvrière. Ensuite parce qu'il est grand temps de dénoncer de démystifier le travail social d'aide individuelle et de groupe, qui s'effectue auprès de la classe ouvrière et de ses alliés (assistés sociaux). Les travailleurs, chômeurs, ménagères et assistés sociaux qui utilisent les services des T.S. se font très souvent manipuler par des professionnels qui exercent sur eux une influence certaine au niveau de leurs valeurs, de leur comportement familial et social. C'est d'ailleurs ce que nous avons voulu démontrer dans notre dossier. Il faut dénoncer fortement ces pratiques essentiellement intégratices et cela, non seulement au sein de la profession mais aussi, et avec exemples à l'appui, au sein de la classe ouvrière.

I) Comment donc faire ce travail ?

1) Notre noyau s'appellera désormais CAP Service Social (puisque nous ne serons plus un noyau relié au CAP Maisonneuve) et ses fonctions seront:

a) Un travail politique, de propagande et d'organisation auprès des praticiens en Service Social. Ce travail serait analysé et préparé au CAP ainsi que l'évaluation des actions accomplies.

b) Le lieu pour les praticiens qui font de l'aide individuelle de venir discuter leurs pratiques et trouver un support pour leur travail quotidien. Actuellement ces militants qui font du **case-work** sont vraiment isolés quand il s'agit d'analyser leur pratique, étant donné la difficulté de former des groupes politiques recrutés parmi leurs compagnons de travail. C'est aussi la situation de certains militants formés en intervention collective mais qui ne font pas un travail de quartier (ex: un T.S. qui travaille dans un atelier protégé pour déficients mentaux adultes).

c) La formation de tous les membres du noyau à partir de textes théoriques ou d'analyses plus poussées des pratiques.

d) Les débats sur des questions politiques apportées par les militants en scolaire et en quartier (pas les pratiques quotidiennes).

En ce qui concerne les tâches précises, concernant les T.S. dans les

lieux de travail il est difficile de les décrire dans les détails. La diffusion du dossier et les commentaires recueillis nous permettent cependant d'en entrevoir quelques-unes parmi lesquelles nous devrons fixer des priorités:

1) Continuer la diffusion du dossier en se donnant de meilleurs instruments pour recueillir et systématiser le feedback.

2) Possibilité de publier un bulletin de liaison pour soutenir l'action et l'analyse des T.S. plus progressistes.

3) Initier ou participer à des luttes concernant les T.S. de près (ex: batailles syndicales, appui à des groupes populaires, dossiers sur l'aide sociale des luttes pour réformes) en autant qu'on puisse leur donner une orientation politique.

4) Continuer avec les T.S. l'analyse du service social sur des pratiques spécifiques (ex.: placement d'enfants) et profiter des moments "chauds" pour analyser les structures du S.S. (EX.: plan d'organisation du C.S.S.).

2) Il faut ensuite des regroupements spécifiques à ceux qui travaillent en scolaire et en quartier. Deux textes en annexe expliquent pourquoi nous jugeons ce travail nécessaire.

A) La cellule S.S. de l'Université de Montréal continue d'exister. Elle assume l'accueil et la formation des sympathisants en plus de l'intervention militante à l'école de S.S. et des liens avec les autres groupes au milieu scolaire. C'est essentiellement là que se discutent les pratiques. Seulement les décisions politiques importantes et les bilans sont rapportés et discutés au CAP. Quand des sympathisants, devenus militants, entrent en stage, ils viennent, au CAP et-ou au regroupement "quartier", si leur pratique se rapproche plus de la définition courante du travail au Q. (groupes populaires)

B) Le regroupement de ceux qui font du travail en Q. comprendra les militants en Q. actuellement au noyau S.S. et certains militants, choisis surtout sur une base de liens pratiques dans le travail de Q. et à partir d'une entente politique assez poussée. La fonction du regroupement est d'assurer un encadrement aux pratiques et de développer une analyse plus globale du travail de Q. Les décisions politiques et les bilans sont aussi apportés et discutés au CAP. Il faut comprendre, enfin, que ce regroupement réunirait des T.S. dont l'intervention est en Q. et aussi des militants qui ne sont pas T.S.

Le schéma est donc le suivant:

CAP TRAVAIL SOCIAL	
Regroupe: Militants marxistes qui font du travail social comme étudiants, dans les institutions traditionnelles, en quartier, ou qui se définissent plutôt comme chercheurs.	**Ses fonctions sont:** -Encadrer les pratiques des "C.W." et "collectifs" isolés. -Travail politique auprès des T.S. -Formation -Débats politiques -Doscuter liens avec mouvement ouvrier
Regroupement scolaire Cellule Service Social)même -Discuter liens avec mouve-	**Regroupement quartier** Militants en quartier (pas le même lieu d'implantation)

N.B. Le CAP Service Social est un lien d'échange et de débats entre tous les militants en Service Social pour permettre la plus grande cohérence politique possible compte tenu des différents lieux d'implantation. En ce sens, le CAP exerce sur ses militants une influence politique plutôt qu'une direction politique.

ANNEXE

1) Pourquoi un travail de quartier

Le court texte qui suit se veut un début de clarification de notre option concernant le travail en quartier. Il ne répondra pas à toutes les questions mais pourra indiquer des pistes de réflexion que nous entendons poursuivre.

La consommation:

Depuis un an ou deux, la hausse vertigineuse du coût de la vie a durement touché les familles ouvrières. Ce problème, vécu au niveau de l'alimentation, du vêtement, de l'huile à chauffage...etc...amène beaucoup de gens à se poser des questions. On n'est plus aussi sûr de l'infaillibilité du système.

Par contre un certain nombre de groupes populaires se sont formés pour répondre à leur façon, à ce qui apparaît comme une provocation des capitalistes. Les associations de locataires, les comptoirs alimentaires, les groupes d'entraide tentent de combattre les effets de l'inflation tout en fournissant un début d'explication à ce problème.

Les femmes.

Dans les quartiers populaires, les femmes sont particulièrement sensibles au problème de la hausse du coût de la vie. Ce sont elles qui dans beaucoup de cas, assument la responsabilité du budget familial. Mais ce sont elles aussi, qui s'occupent de la "qualité de vie" de leur entourage. Elles voient à la santé, à l'éducation et aux soins des enfants. Elles entretiennent la maison et voient au "bien-être" de leur mari. Rien d'étonnant à ce que les femmes soient généralement les plus actives dans les groupes populaires. Traditionnellement, le travail de quartier a rejoint surtout les ménagères. Cependant il reste à définir comment nous pourrions travailler avec les femmes comme femmes et non plus seulement comme les seuls représentants rejoignables de la classe ouvrière dans les quartiers populaires.

Mobilisation en quartier:

Beaucoup de femmes, qu'elles soient épouses de travailleurs ou assistées sociales, deviennent de plus en plus mobilisables. Les jeunes mères célibataires et des femmes séparées, sont particulièrement conscientes des causes de leurs problèmes, elles sont combatives aussi, contrairement aux assistées sociales de longue date souvent écrasées par les frustrations et les humiliations.

Par ailleurs, d'autres catégories de population dans les quartiers populaires sont de plus en plus facilement mobilisables. Nous pensons, par exemple, aux chômeurs âgés, qu'une fermeture d'usine ou des changements technologiques, laissent sans travail. Ces travailleurs sont difficilement recyclables et deviennent donc des assistés sociaux jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de la retraite.Ces travailleurs ont connu les milieux de production. Ils ont souvent gardé un esprit revendicatif; ils comprennent plus facilement que d'autres, les causes de leur exploitation.

Conjoncture:

Pendant que le capitalisme engendre le chômage, l'insécurité matérielle, l'aliénation de la femme, l'Etat multiplie les interventions dans les quartiers ouvriers. Ces interventions viennent récupérer les initiatives mises de l'avant par les groupes populaires, comme les cliniques médicales, les cliniques juridiques, l'éducation populaire, etc... Il faut donc lutter contre l'envahissement de l'Etat dans les quartiers, et le dénoncer comme allié du capitalisme.

Les groupes:

Au fur et à mesure que la conjoncture évolue, les groupes populaires changent eux aussi. Aujourd'hui, on remarque le grand nombre de groupes de services dont le travail n'a pas vraiment d'orientation politique. D'autres groupes, tout en offrant des services s'engagent dans des luttes contre l'Etat ou contre les effets du système capitaliste. Enfin, quelques groupes se définissent purement comme groupes politiques et

leur but est de renverser le système capitaliste.

Quelques groupes passent de simples distributeurs de services à des groupes en lutte contre le bourgeoisie. L'inflation, l'instrument de l'Etat dans leurs quartiers, une plus grande accessibilité à l'information, entraînent les gens des quartiers populaires à combattre leur sentiment d'impuissance pour s'attaquer aux causes de leur exploitation. Bien sûr, le rapport de force n'est pas en leur faveur: de quel moyen de pression immédiat dispose l'assisté social face à l'Etat?

Que faire?

Cependant, le travail de quartier est à poursuivre. Il faudra une analyse bien plus approfondie pour déterminer des objectifs et des stratégies appuyés sur une étude de la conjoncture et de ses effets dans les quartiers populaires. Mais nous pouvons déjà jeter quelques jalons:

-Les militants devraient travailler seulement dans les groupes de lutte, ou dans les groupes de services évalués comme pouvant devenir plus politiques. Cela implique une enquête par le militant concernant l'origine du groupe, sa composition de classe, ses activités et les orientations de ses leaders.

Il serait important d'insérer les luttes contre l'Etat ou les capitalistes dans la stratégie générale des groupes populaires. Trop souvent les luttes se sont faites de façon isolée et elles ont été dévalorisantes surtout pour les militants issus des quartiers populaires. Le regroupement continu des gens a pour effet d'éviter cette dévalorisation.

D'autre part, si l'option "services" est fortement contestée, on n'a rien trouvé pour la remplacer. Assortis d'objectifs politiques et-ou insérés dans des luttes politiques, les services, s'ils sont pris en main par les citoyens des quartiers populaires, leur donnent le sentiment de "possible". C'est important si l'on veut combattre l'impression d'impuissance qui est présente chez beaucoup de membres de la classe ouvrière. L'organisation de services est aussi l'occasion d'un apprentissage politique et pratique. Cependant il faudra autant que possible, éviter de mettre sur pied des services immédiatement récupérables par l'Etat.

Les militants devront aussi examiner sérieusement les possibilités et les dangers que représente l'ouverture relative de certaines institutions pour les citoyens. Les comités de parents (dans les écoles) et les places offertes aux citoyens sur les C.A. des C.L.S.C. sont des invitations à récupération des énergies populaires. Mais l'Etat offre en même temps, une possibilité de mieux connaître ces institutions et leur rôle dans la société et donc une plus grande facilité à les combattre.

Enfin il faudra envisager dans l'immédiat de renforcer les liens entre groupes populaires d'un même quartier et entre les quartiers. Nous devons aussi établir des contacts entre les groupes populaires et les groupes de travailleurs. C'est seulement en réunissant toutes les forces vives de la classe ouvrière que nous pouvons espérer renverser le système capitaliste.

2) Militants en milieu scolaire

Une seule chose, au niveau scolaire, demeure constante: trouver des militants (renouvellement) en Service Social. Quant au reste, ce n'est souvent que de l'activisme, c'est à dire l'absence de liens, de ligne politique cohérente. Non pas que ce désir ait manqué. Il y a eu quatre "temps" fort dans ce sens:

1. Position commune des secteurs scolaires St-Jacques et Maisonneuve (dans lequel nous étions) sur le texte "Nos tâches politiques actuelles".

2. Le texte "Construire l'opéum" fait par les caps à l'Université. C'est d'ailleurs, à l'époque de la diffusion du texte, la seule fois où les Caps ont semblé être un groupe politique important à l'Université. Nous proposions que l'Opéum soit un regroupement de bases locales, regroupement devant effectuer un travail de masse à l'Université et encadrer les pratiques des bases locales. Mais encore là, nous n'avons pas assumé dans la pratique notre position.

3. Une participation constante au regroupement scolaire. Il y a des débats enrichissants mais qui ne reposent pas dans tous les cas, sur des pratiques assez développées et systématisées. D'ailleurs, le progrès des débats de fond est retardé par la préparation d'un journal sur les élections. Ce dernier a, du reste, été un demi-succès à cause du manque préalable d'entente politique claire entre les groupes.,

4. L'organisation de débats au département de Service Social. Ceci permet d'accueillir de nouveaux militants mais dans l'ensemble notre action est discontinue, décousue.

Le noyau Service Social a finalement très peu encadré les militants en scolaire: beaucoup de discussions techniques mais peu d'analyse politique. Les militants ont souvent été dirigé vers différents niveaux d'intervention, sans explication du rôle qu'ils auraient à y jouer. Cela a occasionné parfois un certain "écoeurement", le nombre des réunions étant élévé (on est en scolaire) et les raisons politiques de notre présence peu claires.

Par la suite de l'impossibilité de réaliser un consensus à l'intérieur de l'Opéum, les tendances, à l'Université, développent des pratiques qui ne sont pas liées entre elles: lutte sur le Nouveau régime pédagogique, création du comité Québec-Chili, du comité de soutien à Firestone. Nous tentons de revitaliser les "caps" à l'Université. Par la suite, l'ancien "groupe-école" est invité à y participer. Cependant, en décembre, (alors que nous avions eu l'initiative de la formation de ce noyau) nous nous en retirons. Le retrait du noyau universitaire n'a pas été discuté en noyau Service Social. Pourtant nous fonctionnions depuis longtemps avec les militants de Sciences et Géographie. Nous "sentions" une mésentante politique mais ne pouvions l'exprimer clairement vu le peu d'acquis d'orientation politique au noyau S.S. sur le militantisme en milieu étudiant.

Nous avons fait un bilan beaucoup plus éléboré et en venons à deux conclusions:

1) Les débats entre militants doivent se faire sur la base des pratiques et de la ligne politique qui les sous-tend. La décision de collaborer avec l'un ou l'autre groupe militant devrait suivre une évaluation critique de ses pratiques, qui sont normalement le reflet de sa ligne politique.

2) Une décision se pose pour nous, elle est encore en voie de discussions:

Tenant compte du fait que les étudiants en Service Social (nous) sont un an sur trois en stage et par le fait même se considèrent étudiants et travailleurs sociaux à la fois,

Notre cellule est-elle un groupe de futurs travailleurs sociaux ou un groupe d'étudiants?

a) Etre un groupe de futurs travailleurs sociaux, ayant déjà eu pour la plupart une pratique comme telle, et des cours reposant sur une pratique concrète nous devrions mettre alors tous nos efforts dans un travail de masse au département, pour dénoncer le rôle du Service Social et surtout offrir des alternatives aux étudiants (dès la 2ème année, nous sommes en stage continu). Cela n'excluerait pas les luttes étudiantes et l'appui aux luttes des travailleurs, considérant ces actions comme étant ce que nous mettons de l'avant: résistance à la bourgeoisie.

b) Etre un groupe d'étudiants signifie s'orienter surtout sur le mouvement étudiant à développer. Dans ce sens, il nous faudrait nous rallier formellement à un groupe politique sur ce Campus, ne pouvant pas nous considérer nous-mêmes comme un groupe politique. Nous devrions aussi travailler dans un journal, considérant que c'est un instrument de propagande à privilégier.

Ce choix doit être posé car d'une part nous n'avons par les énergies pour mener les deux de front et que même vouloir les mener de front serait nous disperser., D'une part comme de l'autre le choix a des limites et la décision serait criticable si vous ne la justifions pas politiquement.

N.B. Ce texte a été écrit en janvier. Depuis ce temps nous avons fait le choix de demeurer comme groupe constitué, agissant prioritairement dans un travail sur le Service social.

interview

Les développements depuis le bilan

La présente partie du texte a été rédigé par MOBILISATION à la suite d'une rencontre avec les militants du Noyau Service Social. L'entrevue a surtout porté sur le récent développement des pratiques des militants du noyau et leur orientation d'ensemble.

EN QUOI LA RESTRUCTURATION EN CAP CHANGE QUELQUE CHOSE A VOS PRATIQUES?

Le CAP n'est plus seulement limité à un noyau de quelques étudiants et travailleurs sociaux, mais permet également un encadrement de travailleurs sociaux isolés qui ne font pas nécessairement du travail de quartier; de même que le **regroupement quartier** n'est pas seulement limité aux "professionnels" du travail social, mais est ouvert à tous ceux qui travaillent dans des regroupements populaires. Il y a à peine 3 mois, il n'y avait pratiquement pas d'encadrement des pratiques des militants en quartier et encore moins des militants isolés. Maintenant, ça commence à changer: au regroupement quartier surtout, on commence à analyser ensemble régulièrement nos interventions dans chacun de nos milieux.



Le développement communautaire ou lanimation sociale???

COMMENT SE DEVELOPPE LE TRAVAIL EN QUARTIER?

Il est d'abord important de rappeler que la majorité des militants en quartier travaillent dans l'est de Montréal, alors que deux autres travaillent à l'extérieur de la ville. Les critères sur lesquels s'opèrent le regroupement en quartier sont plus "large" en principe que les critères d'adhésion au CAP, mais en pratique, actuellement, tous les militants en quartier sont au CAP (ce qui n'est pas le cas par exemple en scolaire où tous les militants de la cellule ne sont pas au CAP). A Montréal, une bonne partie des militants travaillent à l'intérieur d'un Centre d'Information dans l'est. Ce Centre est un groupe de soutien aux organismes populaires du quartier et trois militants du CAP y travaillent. Le Centre poursuit en gros 2 objectifs;

1) favoriser l'échange entre la multitude de groupes populaires, services communitaires et comités d'entraide du quartier afin de briser le morcellement et l'isolement des groupes entre eux;

2) commencer à se donner en commun certains instruments d'information, de documentation, de recherche, et d'analyse pour en venir éventuellement à bâtir une stratégie plus globale d'intervention dans le quartier. C'est ainsi qu'a été mis sur pied un bulletin d'échange et de liaison entre les groupes du quartier . On commence également à monter un centre de documentation. Déjà, un certain nombre de rencontres ont eu lieu, entre autre, une rencontre d'une journée avec une trentaine de femmes travaillant dans les divers groupes du quartier.

Le centre travaille actuellement avec **tous** les groupes du quartier sans distinction; les groupes sont en général axés sur les services et leur direction est entre les mains de petits-bourgeois du genre "sociaux-démocrates"; toutefois, il y a aussi des groupes plus progressistes avec qui le centre a des contacts privilégiés. Il est évident pour nous, qu'éventuellement il faudra faire des distinctions quitte à couper nos liens avec des groupes à direction franchement anti-peuple sinon, nous allons nous couper de la population du quartier et des groupes plus progressistes. Aussi, pour développer les liens avec les différents groupes du quartier, tous les permanents du Centre travaillent au moins une demi-journée par semaine dans un

groupe.

Encore dans l'est de Montréal, un autre militant du regroupement quartier du CAP, travaille actuellement à un projet de recherche qui consite à analyser le quartier, sa composition sociale et les formes d'interventions populaires dans le quartier. L'objectif de la recherche est de fournir au CAP les données nécessaires au développement de son intervention en quartier, mais également, dans une perspective plus globale analyser les raisons et les causes qui depuis quelques années font piétiner le développement du travail en quartier. Est-ce à cause principalement de la composition sociale du quartier (Beaucoup d'assistés sociaux, de personnes âgées, de femmes seules)? ou est-ce plutôt la direction réformiste exercé par les animateurs dans la plupart des groupes populaires? Cette recherche pourra entre autre permettre de dépasser les clichés et les affirmations un peu rapide contenu dans nos analyses du travail en milieu populaire depuis un an ou deux (notemment dans **Début d'un mouvement socialiste à Montréal**) et ainsi faire avancer notre connaissance du travail en milieu populaire ainsi que celle du mouvement socialiste dans son ensemble. Cette recherche a aussi la particularité d'être basée essentiellement sur l'évaluation et le bilan des pratiques de trois groupes populaires du quartier et s'inscrit dans un développement de leur intervention. Pour faire cette recherche, le militant participe donc à toutes les réunions de ces groupes.

Une autre militante travaille à une recherche visant l'implantation d'une ACEF en banlieue de Montréal, dans un quartier majoritairement composé de travailleurs. Cette intervention et cette recherche ont également une bonne importance pour le CAP car ça va permettre de connaître un peu plus les possibilités de mobilisation de travailleurs dans des groupes populaires sur des aspects de l'exploitation à l'extérieur des lieux de production, et ce, dans des quartiers dits "résidentiels".

Un autre militant travaille à la mise sur pied d'un CLSC dans une zone rurale et semi-urbaine à quelques milles de Montréal.

Mais alors quelle est votre position face au bill 65?

Nous reconnaissons que le Bill 65 est une loi très habile qui permet à l'Etat de récupérer les groupes populaires ou de s'en débarasser en proposant une simili-participation et nous sommes d'accord avec la nécessité d'expliquer aux groupes populaires le rôle de l'Etat, les dangers et le piège de cette superstructure étatique. Toutefois, nous considérons qu'il faut éviter d'adopter une attitude puriste face à cette question; si les groupes se font récupérer c'est dû en grande partie au fait que les militants socialistes sont incapables d'offrir une stratégie de lutte. Comme dans Maisonneuve, par exemple, on s'est contenté de dire aux groupes populaires "attention, si vous rentrez là-dedans, c'est l'enfer"; ainsi on s'est retiré de tous les regroupements populaires, on s'est isolé et la conséquence, c'est qu'on a fait reculer le monde plutôt que de les faire avancer. Quand il a fallu lutter à l'intérieur du CLSC, les groupes qu'on avait lâché, n'ont rien voulu savoir des gens progressistes: c'est normal, on ne les avait pas aidé à se démerder.

Ainsi, le CLSC qu'un militant tente de mettre sur pied à l'extérieur de la ville, se situe dans une région très spéciale, il n'y a quasiment pas de groupes populaires dans cette région et l'implantation d'un CLSC peut entre autre permettre à certains regroupements populaires de se mettre sur pied et lutter contre une élite locale

Comment fonctionne la cellule au niveau scolaire?

La principale fonction de la cellule en Service Social c'est l'accueil et la formation. Ca demeure encore la principale base de recrutement du CAP. La formation se fait de deux façons: d'abord par l'analyse et la critique du rôle de la profession (cette analyse s'effectue au niveau de tout le CAP) ensuite, et c'est sans doute l'aspect principal de la formation, par les luttes à mener en milieu scolaire. Actuellement la mobilisation s'oriente surtout vers les luttes ouvrières. Toutefois, en Service Social, les possibilités de lutte demeurent minces, il n'y a quasiment pas de sélection, il s'agit de passer à travers des cours et des stages, en d'autre termes, "faire son temps". Quant à la lutte au niveau des cours, c'est dans le profil "intervention personnelle" qu'une lutte pourrait être amorcer, mais nous n'avons aucun militant dans ces cours... Au niveau de toute l'université, nous nous sommes retirer de l'OPEUM qui butinait de lutte en lutte sans perspective claire; à notre avis, ça commencait à devenir pas mal activiste. Par contre, nous participons au Comité de Soutien aux luttes ouvrières de l'Université de Montréal ainsi qu'à un regroupement de groupes étudiants de différents CEGEP.

Auprès des travailleurs sociaux, comment comptez-vous poursuivre votre travail?

Actuellement, le travail avec les "professionnels" du Service Social se poursuit à deux niveaux:

Principalement: par une analyse marxiste en profondeur du nouveau plan d'organisation des services sociaux dans la région de Montréal (mieux connu sous le nom de Centre des Services Sociaux de Montréal Métropolitain). Il s'agit de voir et d'analyser en quoi cette restructuration et cette rationalisation des services sociaux ne change fondamentalement rien au rôle du Service Social, mais plutôt qu'elle affecte dans une certaine mesure les conditions de travail des travailleurs sociaux, en les encadrant d'une façon beaucoup plus rigide, en les controlant mieux. Cette analyse vise évidemment à nous donner une stratégie de lutte en vue de mener des actions collectives avec les travailleurs sociaux. Dans un premier temps l'analyse servira de plateforme de débat au sein des agences ou des regroupements plus larges.

Secondairement: nous poursuivons les discussions et les débats autour du **Dossier Service Social**. La semaine dernière nous rencontrions un groupe d'étudiants en service social à Ottawa. Nous avons toutefois constaté que ces débats restent limités, et quoique les gens sont souvent d'accord avec l'analyse que nous avançons, ils se sentent impuissants à changer quelque chose et entrevoient mal des perspectives de lutte et d'organisation. La seule exception est justement ce collège d'Ottawa où, à la suite de notre rencontre, les étudiants ont organisé un boycottage des cours et ont réclamé la refonte complète du programme d'étude.

Sur la base des rencontres que nous avons actuellement sur le Plan et le Dossier, nous sommes actuellement à constituer des "poteaux" dans chacune des agences à Montréal et éventuellement à travers tout le Québec. Ca pourra ainsi constituer un réseau d'échange et un début de liaison entre les travailleurs sociaux et commencer ainsi à briser l'isolement. Avec les "poteaux", nous entrevoyons la publication d'un bulletin de liaison qui contiendrait des informations sur nos luttes et une réflexion sur le service social.

Le travail avec les travailleurs sociaux demeure pour nous une des pratiques importantes même si les perspectives de travail politique dans ce milieu ne sont pas toujours claires à moyen terme.

enquête

L'ADDS Centre-Sud

L'enquête que nous avons réalisée a été faite grâce à la collaboration de militantes de l'ADDS-Centre-Sud. Dans une première partie, nous avons tenté avec ces militantes de retracer les grandes lignes du mouvement ADDS. Dans un deuxième temps, nous avons mis l'accent sur les pratiques développées à l'ADDS Centre-Sud et les perspectives générales qui s'en dégagent. L'analyse produite reste sommaire, elle demeure plus à un niveau descriptif. Pour nous, l'enquête devrait plutôt servir d'introduction à un bilan plus systématique que préparent actuellement les militantes, tout en dégageant déjà la perspective générale du travail entrepris. Nous espérons donc revenir sur la question dans de prochains numéros.

Mobilisation

Historique des ADDS

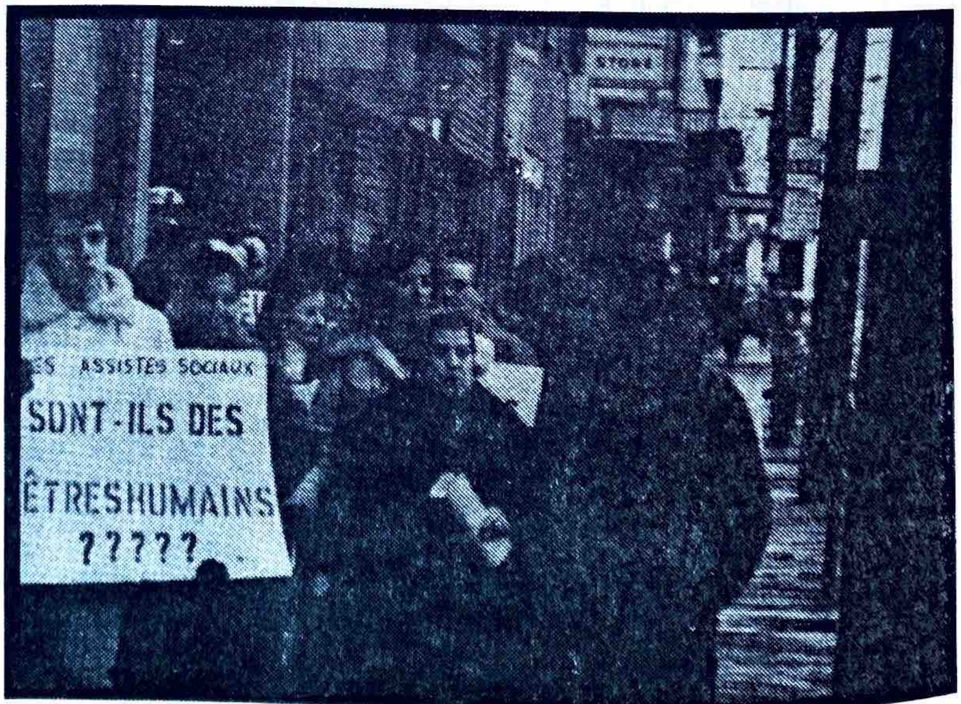
En 1970, des animateurs sociaux, des citoyens (assistés sociaux) et des Jeunes (drop-out) des quartiers de la Petite Bourgogne et de Pointe St-Charles à Montréal décidaient d'organiser une série de cours pour expliquer à des assistés sociaux leurs droits et comment ils pouvaient s'organiser pour lutter. Ce fut là le début de ce qu'on a appelé les AVOCATS POPULAIRES, c'est-à-dire des assistés sociaux qui, avec un minimum de formation et de connaissances apprirent à défendre leurs droits et ceux des autres assistés sociaux de leurs quartiers.

Peu à peu, l'expérience tend à s'étendre. Au début de 71, des jeunes (petits bourgeois) organisent dans le Centre-Sud un service d'avocats populaires. Dans d'autres quartiers aussi les regroupements d'assistés sociaux se font. Ce développement se poursuit jusqu'au moment où les militants de chaque quartier sentent le besoin de s'unir et d'assurer à leur mouvement des moyens techniques et financiers convenables. En octobre 71, quelques 6 ADDS locales s'unissent et se structurent. Un des objectifs de départ du mouvement est d'assurer une structure qui pourrait légitimiser un financement de la part de la Fédération des Oeuvres de Montréal. Ce regroupement s'équipe au départ d'un secrétariat composé de quelques personnes (petits bourgeois aussi) qui poussent l'idée de la formation pour les militants dans les quartiers. A ce moment, dans les quartiers, les ADDS sont des sortes de centres de dépannage pour les assistés sociaux. L'emphase est mise sur le "cas-à-cas", on aide individuellement chaque "cas" à revendiquer auprès de l'assistance sociale. Les assistés sociaux sont souvent traités comme des bêtes ou comme des robots qui doivent écouter au doigt et à l'oeil certains fonctionnaires qui en profitent pour abuser, particulièrement des femmes. La formation dans ce contexte apparait comme un moyen de comprendre un peu mieux l'ensemble de la réalité qu'on affronte à chaque jour. Des cours sont organisés en collaboration avec un organisme de formation populaire de Montréal. Ces cours permettent alors d'acquérir certains concepts de base, tel la question des classes sociales, la raison d'exister du chômage et des assistés sociaux... etc...

Deux aspects du travail ressortent à ce moment. Le fameux "cas-à-cas" qu'on règle par des pressions sur le bureaux d'assistance sociale, et chez quelques uns la volonté d'organiser massivement et politiquement la lutte de tous les assistés sociaux. Pour la plupart, cependant, les cours sont un peu éloignés de leur niveau de conscience, de leurs pratiques quotidiennes. Toutefois, l'acquisition de connaissances de base leur permettra éventuellement un certain débloquage.

Au début de 1972, certains ADDS locaux profitent de la mise sur pieds du programme des Initiatives locales par le gouvernement fédéral pour se financer. Des ADDS nouvelles poussent un peu partout, c'est l'expansion à tous les niveaux. Les gens touchés dans les quartiers sont extrêmement nombreux (plusieurs dizaines d'assistés sociax par semaine).

A l'été de 1972, on prépare le premier



congrès de l'ADDS. A ce moment, à la faveur des projets PIL plus d'une douzaine d'ADDS sont présents. Leur degré de formation et de pratiques est inégal. Certains sont encore au niveau de la pratique du cas-à-cas. Face à cette situation, un groupe de réflexion composé de militants de locaux propose aux délégués des groupes une orientation politique générale. Au niveau des principes on avance, par exemple, "L'ADDSMM (MM: Montréal Métropolitain) s'identifie au mouvement ouvrier québécois entendu dans le sens des sans pouvoir (ceux qui ne possèdent pas les moyens de production) au niveau de l'échange d'information, des actions dans les quartiers et des luttes communes afin de s'attaquer à nos problèmes communs et de contester le système qui nous exploite". Concrètement on décide de mettre l'accent sur la formation des militants, on décide de lutter contre le Bill 26. En général, le congrès permet un renforcissement de la structure du mouvement. Certaines ADDS, face à cela, décrochent complètement, entre autres celles contrôlées par des petits boss et des cliques. D'autres, par contre, sont d'accord avec l'orientation générale que prend le mouvement. Des groupes locaux, comme l'ADDS-Centre-Sud, s'attèlent à consolider leur base, tentent de sortir peu à peu du genre de service individuel comme le cas-à-cas.

Au printemps 73, on organise une session de formation. Cette fois-ci, les responsables des cours tentent de situer la formation beaucoup plus près de la réalité du mouvement des ADDS. On étudie des problèmes concrets posés dans l'organisation populaire des quartiers. On tente d'analyser en détail les types de personnes touchées, quelles couches sont plus mobilisables, etc... A cette occasion, l'ADDS Centre-Sud s'aperçoit qu'elle doit mette la priorité sur les femmes chefs de familles. On veut éviter l'animation sociale traditionnelle, et utiliser les luttes partielles pour en faire ressortir le contenu politique. On étudie des expériences étrangères, entre autres celle de **Lotta Continua** en Italie.

On tente aussi de mettre l'accent sur la consolidation du travail effectué auprès de certains assistés sociaux. On critique un peu le style des "grandes batailles" menées auparavant pour populariser des revendications qu'on voulait représentatives de l'ensemble des assistés. Par exemple, la lutte menée contre le Bill 26, qu'on veut ramener à des proportions plus modestes, par le biais de cours de formation pour des assistés sociaux dans les quartiers plutôt que de se lancer dans une campagne de propagande large.

Après un mini-congrès, la critique des ADDS locaux est généralement acceptée. Au lendemain du congrès, la structure de l'ADDSMM est plus centrée sur les besoins des locaux. Le fonctionnement s'est assoupli et on a tendance à discuter plus des problèmes concrets et précis que de l'orientation générale. Pour les permanents du secrétariat, cela signifie un rôle différent de coordination et de liaison. Face à cette nouvelle orientation, certains ADDS se sont retirés, incapables de remettre en question leur fonctionnement de petits boss et d'animateurs sociaux, et d'amorcer un travail d'organisation et de formation politique. D'autre part, la plupart se réorganisent pour mettre l'accent sur le travail d'organisation de quartier. L'exemple développé de réorientation ici, est celui de l'ADDS Centre-Sud, dont nous allons retracer les grandes lignes. L'A.D.D.S.M.M. rassemble aujourd'hui surtout des assistées sociales, des chômeuses et des mères de famille. Leur lutte porte principalement sur les conditions économiques qui sont faites aux assistés sociaux de Montréal, des conditions qui les maintiennent dans la misère et la dépendance la plus totale. Mais aussi, les ADDS de par leur travail avec les femmes des quartiers populaires ont été amenées dans plusieurs cas à toucher les problèmes généraux de cette couche particulière d'exploité.

L'ADDS Centre-Sud

Dans le quartier Centre-Sud qui est encadré par les rues Berri et Frontenac, Sherbrooke et NotreDame, nous retrouvons 14,000 assistés sociaux, soit 22% de la population.

En 1970, parmi les gens (d'origine petite bourgeoise) qui avaient terminé le cours sur les droits des assistés sociaux donné à la Petite Bourgogne, quelques uns s'installèrent dans le quartier Centre-Sud. Sans subvention, ce qui était à leur disposition comme local se limitait à un presbytère où les assistés sociaux se reféraient déjà. Le groupe avançait alors, en guise d'objectif, le désir général d'améliorer les conditions de vie des assistés sociaux, ce qui passait dans un premier temps par la mise en place d'un pouvoir minimal de revendication et de pression: tout bonnement que les assistés sociaux n'aient plus peur de faire entendre leurs revendications face au Bien-Etre.

Comme il ne s'agissait que du troisième local des ADDS, leur "clientèle" souvent débordait les limites immédiates du quartier, ce qui explique le nombre élevé d'assistés sociaux qui s'adressaient à eux, soit entre 15 et 20 par jour. A cette époque donc, leurs pratiques se limitaient à ces rencontres quotidiennes avec des assistés sociaux pour solutionner des problèmes individuels (le cas à cas) qui se réglaient **directement** de l'avocat populaire à l'agent de Bien-Etre. Afin de mieux comprendre, une militante nous rappelle des exemples qui illustrent le cas à cas: "à l'époque, parmi les cas les plus fréquents, il y avait la question des "diètes". Dans l'ancienne disposition de la loi, il était stipulé que quand un membre d'une famille faisait de l'anémie, ils avaient droit à $10. de plus par mois à consacrer pour la nourriture. Nombreux ont été les cas avec lesquels nous avons fait des démarches pour obtenir ce dû. Un autre exemple est celui d'une femme chef de famille (mère célibataire ou divorcée) qui s'adresse à nous parce que son Bien-Etre a été coupé, une voisine ayant "placoté" à l'officier qu'elle recevait régulièrement un homme chez elle. Nous entreprenions alors des démarches pour qu'elle recouvre sa seule source de revenu."

C'est dans une vision très "animation sociale" consistant à faire des pressions pour obtenir le plus possible de ce qui est contenu dans les lois, qu'ils reprirent en octobre '71 le cours qui les avait eux-mêmes formés pour le transmettre cette fois à une vingtaine d'assistés sociaux du quartier. Ce cours était vu comme un moyen de faire du recrutement en formant des avocats populaires et, d'autre part, une plateforme pour informer sur la loi du Bien-Etre, compte tenu qu'alors il n'existait pas d'autre groupe pour combler cette tâche dans le quartier. Ce recrutement qui s'effectuait sur une base individuelle et de bénévolat mettait surtout l'accent sur la revalorisation personnelle des individus ainsi rejoints. Comme le travail ne s'insérait dans aucune perspective d'ensemble cohérente qui aurait pu permettre de voir où tout cela s'en allait et comme aussi le groupe n'offrait pas l'encadrement nécessaire pour supporter les gens recrutés qui à toutes fins utiles étaient

arrachés à leur façon habituelle de vivre, ces derniers ne restaient que temporairement à l'ADDS Centre-Sud.

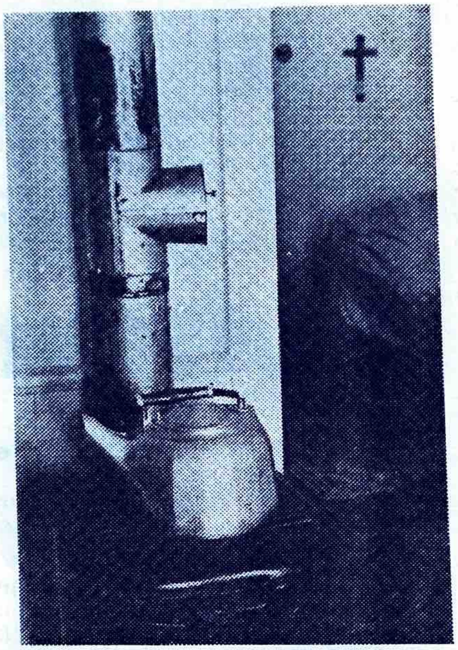
En décembre de la même année, profitant d'un projet PIL, ils déménageaient pour partager le local de la clinique juridique du quartier. Cette subvention leur permettait de passer du groupe restreint du début à 24 personnes. La composition sociale du groupe se transformait par le fait même: 12 membres d'origine petite bourgeoise et 12 d'origine ouvrière (et du sous-prolétariat).

A première vue, au niveau des pratiques, l'année 1972 se passe sans grand changement: le cas à cas est toujours dominant, ce qui permet la poursuite de l'enracinement concret au sein du quartier et, à travers le harcèlement continu contre le Bien-Etre, la consolidation d'un rapport de forces et d'un instrument de défense. Cependant, à l'intérieur du groupe, une certaine spécialisation des tâches s'est opérée. En effet, alors que les hommes d'origine petite bourgeoise mettent leurs énergies à développer des techniques d'information audio-visuelle, les femmes d'origine ouvrière concentrent leurs énergies sur le cas à cas. Notons que ces femmes ont toutes plus de 40 ans et avaient été regroupées sur la seule base de leur provenance du quartier et leur intérêt pour la "job" d'avocat populaire en tant que telle. Pendant ce temps, un petit groupe de femmes plus jeunes (pour la plupart petite bourgeoises) remettaient en question de plus en plus la pertinence du cas à cas (délaissant complètement cet aspect du travail) pour se concentrer sur des problèmes plus spécifiques aux femmes: par exemple, une série de réunions et de cours sur le divorce avec un groupe de femmes du quartier fortement préoccupées par ce sujet. C'est dans ce cadre complèxe que, pour ce dernier groupe minoritaire mais cependant qui était là depuis le plus longtemps, se développaient et se précisaient les objectifs de leur intervention. En gros, on peut dire que ce qui avait motivé au début de l'année à embarquer sur le PIL était une conception encore vague qui visait à transformer l'ADDS Centre-Sud de secours aux cas individuels en une base de regroupement. Petit à petit, au cours de l'année, on comprit que cette vague base de regroupement devrait reposer fondamentalement sur les problèmes particuliers des femmes et leur capacité de mobilisation.

Néanmoins, alors que se précisaient ces objectifs, le cas à cas continuait par le biais des femmes plus âgées dont l'activité se limitait à celà, ce qui permit de conserver ce contact direct et quotidien avec les assistés sociaux.

DE 1973 A AUJOURD'HUI

Le groupe de l'ADDS Centre-Sud ayant toujours été distinct de la clinique juridique par son travail d'abord centré sur les assistés sociaux, changeait de local au début



de 1973: ce qui était en ligne directe avec un désir d'autonomie sur les problèmes spécifiques des femmes. C'est à ce même moment que se posait la question du renouvellement du PIL. Si les femmes plus âgées tenaient à continuer sur le PIL, ce n'était pas le cas des plus jeunes qui ont accepté de très bonne grâce le refus de renouvellement et se sont d'ailleurs abstenues de faire quelque pression pour renverser cette décision.

Comme la "manne" duPIL faisait place à une maigre subvention de la Fédération des Oeuvres qui permettait tout juste de défrayer le coût du local et le repas du midi des militantes, la participation au travail du groupe devenait de plus en plus exigeante côté motivation. L'un des traits caractéristiques de cette année 1973, est l'effritement, la défection des membres de l'équipe. En effet, si au début de cette période une quinzaine des anciens membres du PIL se retrouvaient dans le nouveau local, l'équipe n'était plus constituée à l'automne que des 4 jeunes femmes d'origine petite bourgeoise.

Au facteur déterminant qu'était la perte de salaire, s'ajoutait aussi le travail qui de plus en plus reposait concrètement sur les problèmes particuliers de femmes: les gars, malgré la meilleur volonté du monde, étaient franchement dépassés par la tournure du travail qui ne cadrait plus dans leur priorités, ce qui les amena à délaisser l'équipe. Quant aux femmes plus âgées, elles en vinrent à la même solution, dans certains cas à la suite de pressions de leurs maris quand ce n'était pas uniquement dû au décalage entre les propositions de travail dans le groupe et leurs conceptions des choses, l'éducation qu'elles avaient reçue et qu'elles mettaient encore en pratique. Pour certaines d'entre elles, cependant, tout allait bien tant que les problèmes des femmes n'étaient abordés que sur le plan individuel, par le biais du cas à cas par exemple; c'est quand était tenté de systématiser le travail de regroupement plus généralement à l'ensemble du quartier, dépassant les cas individuels, qu'elles ne pouvaient plus suivre.

Au début de l'année, le cas à cas était toujours présent. Son contenu portait de plus en plus sur des problèmes des femmes comme le divorce, la garde des enfants etc. D'ailleurs, on abordait les cas beaucoup moins en terme d'avocates populaires mais plutôt en tant que femmes qui font face aux mêmes problèmes. L'utilisation du cas à cas s'était aussi précisée: on compilait des dossiers et des rapports pour faire régulièrement des pressions précises aux bureaux de Bien-Etre, alors que d'autre part on incitait davantage les "clients" à faire eux-mêmes leurs revendications.

Parallèlement, on retrouvait une priorité nouvelle qui, jusqu'à un certain point, introduisait concrètement à la transformation de l'orientation du travail: à cause des besoins immédiats des militants du groupe mais aussi dans le but de renforcer la base du regroupement, c'est à dire d'en préciser petit à petit le contenu, l'entente minimale, elles organisèrent une garderie qui fonctionnait par rotation chez les membres de l'équipe. Une militante nous explique les incidences de cette garderie interne pour le groupe: "En plus de permettre aux femmes qui avaient des enfants de militer, la garderie fournissait concrètement au groupe l'occasion de se brancher sur le problème des femmes; les hommes devaient eux-aussi s'astreindre à cette tâche commune qui, en tant que simple nécessité, impliquait pourtant des discussions sur les moyens à prendre pour dépasser le "parking d'enfants" et mobilisait souvent des énergies pour évaluer et planifier ce que celà représentait politiquement en tant que moyen d'organisation. D'ailleurs l'idée

a fait son chemin puisque actuellement quelques femmes d'une même rue s'échangent leurs enfants en groupe de façon régulière."

Pour mieux comprendre dans quoi s'inscrit ce qui précède, il est nécessaire de souligner le niveau d'intégration dans le quartier atteint par les 4 militantes d'origine petite bourgeoise. Plusieurs faits nous indiquent que pour les gens du quartier elles ne faisaient pas figure de "corps étrangers parachutés d'on ne sait où", pour la simple raison qu'elles avaient assuré une présence quotidienne pendant des années, qu'elle vivaient elles aussi sur le Bien-Etre ou encore se débrouillaient avec toutes sortes de jobbines (par exemple, l'une des militantes travaillait comme waitress alors que plus tard une autre de même origine qui s'est joint au groupe passe deux jours par semaine comme ouvrière dans une imprimerie) et, de plus, que certaines d'entre elles partageaient la condition des mères célibataires du quartier.

Or, même si le processus d'intégration était alors avancé et qu'elles formulaient le désir de réduire l'importance attribuée aux luttes de revendication face au gouvernement et à la loi, il manquait nettement un joint en quelque part dont découlait la faiblesse de l'alternative organisationnelle: la consolidation du groupe restreint des 4 militantes même s'il impliquait directement de s'adjoindre des femmes du quartier, aboutissait dans une certaine mesure à un repli sur elles-mêmes. Certes, des femmes du quartier continuaient de s'adresser au groupe mais il s'agissait là du même type de femmes que celles recrutées par le PIL, à savoir des femmes de plus de 40 ans ou encore très prises dans des problèmes psychologiques, bref des femmes dont les possibilités de mobilisation étaient fort limitées. Permettons-nous d'empiéter sur l'analyse récente de leur bilan (dont MOB. fera la diffusion plus en détail dans un numéro à venir) pour souligner que dans ce contexte de la première moitié de l'année, une "balloune fut crevée": elles constatent que la seule manière efficace d'opérer un regroupement, au début, nécessite de mettre des énergies sur des femmes qui répondent à des critères de combativité tels la jeunesse surtout pour celles qui dépendent directement d'un homme, des mères célibataires qui ont su assumer l'organisation pratique de leur vie etc...Ce qui, pour les militantes nécessite de rompre avec l'attentisme et de sortir du local. C'est là, dans les généralités de leur analyse, ce qu'elles réalisaient tout récemment.

A l'époque cependant, la solution était moins évidente et les problèmes se formulaient assez confusément; par exemple, elles hésitaient et finalement se refusaient à mettre sur pied des cours de tricot ou d'artisanat qui étaient pourtant le voeux le plus cher des femmes de plus de quarante ans qui venaient au local, compte tenu que (ce qui explique qu'elles qualifiaient ces activités de réformistes) comparativement à une garderie ou un regroupement de mères célibataires, cela nécessite 100 fois plus de temps pour faire éclater les contradictions et les faire déboucher politiquement.

C'est à la lumière de ces questions que pendant l'année 73, un cours de formation au CFP (Centre de Formation Populaire) sur le travail de quartier les aida, en particulier, à préciser leur analyse de classe concrètement par rapport à leurs pratiques. Ceci ne manqua pas de leur être utile puisqu'en août dernier, elles l'adaptaient à une vulgarisation de la loi qu'elles diffusèrent dans une série de cours: tentative de situer les assistés sociaux sur l'éventail des classes sociales, présentation d'un historique des législations et de leur orientation de classe etc...Cette dernière période (automne dernier) correspond au début de leur bilan, ce qui aide à situer chronologiquement le pas en avant que représente cette pratique: les douze femmes du quartier qui se retrouvent au sein du cours n'avaient pas été regroupées sur une base individuelle, elles font toutes partie de groupes sociaux établis dans le quartier ou encore de groupes informels (amies). Il faut dire qu'en ce qui concerne la présence de groupes dans le quartier, la conjoncture a changé par rapport à 1970-71; les groupes qui débutaient à peine sont maintenant plus développés. De façon générale on peut dire qu'ils sont établis sur la base d'activités communautaires qui vont des loisirs à des luttes de revendication larges. Parmi la quarantaine de groupes que l'on retrouve dans Centre-Sud, retenons-en deux, le comité social et le service aux familles. Le premier rejoint 200 membres (majorité de femmes) et mène des luttes dans le style action rénovation et action caisse pop. (sur les emprunts), cours d'artisanat, de couture etc.; le second atteint de 60 à 100 familles auxquelles il offre des services de loisirs, dépannage etc...

L'une des activités importantes de l'ADDS Centre-Sud en 73 fut une bataille menée contre les officiers du Bien-Etre. A première vue, cela tion du groupe qui cherchait prioritairement à consolider des groupes restreints plutôt que de se lancer dans des batailles larges. L'interview réalisé avec les militantes par lequel se terminera cette enquête nous éclaire là-dessus en nous fournissant des données sur le contexte dans lequel fut mené la bataille et aussi sur les acquis qu'elles en ont tiré.

Avant d'aborder ce point, complétons les informations que nous avons obtenu sur la pratique du cas à cas. Avec la refonte de Janvier, la nouvelle loi du Bien-Etre, plutôt que de prévoir des prestations sur la base des besoins spéciaux commec'était précédemment le cas (nourriture, vêtement, logement etc.) attribue un montant global.

Même si c'est moins arbitraire de cette façon, on peut quand même affirmer qu'il y a détérioration des conditions de vie des assistés sociaux. En effet, avec la nouvelle loi, des choses acquises ont été perdues, le dépannage avec de l'argent comptant et le paiement de la taxe d'eau, par exemple. D'autre part, les dispositions générales de la nouvelle loi tentent d'inciter les femmes à aller sur le marché du travail. (1) Ainsi les nouvelles hausses des allocations familiales remplacent une partie des anciennes prestation du Bien-Etre pour les familles de plus de trois enfants. Tout ceci implique concrètement que l'ADDS Centre Sud ne fait présentement presque plus de cas à cas, à peine deux ou trois par jour; les points sujets à revendication ayant été supprimés. Quasiment seulement les cas d'interruptions des prestations demeurent. Une militante nous confiait: "De toute façon on commence à avoir suffisemment de contacts dans le quartier pour pouvoir se passer de cela. Le cas à cas a été **très utile**, il nous a permis de créer des premiers contacts: des gens viennent te voir, t'es dans la même situation qu'eux autres, il y a alors des liens subjectifs qui apparaissent mais à partir de ça seulement tu ne peux pas les mobiliser. Ça te permet de te faire connaître, de faire tes preuves, tu obtiens alors de la crédibilité devant les groupes du quartier, étant donné ta situation à toi d'une part et aussi d'autre part que tu as créé un rapport de forces face au Bien-Etre.

Le cas à cas nous a permis aussi dans une certaine mesure de faire du recrutement et de dépister la bataille contre les officiers. A partir de notre bilan, nous allons essayer de faire évoluer cet aspect de notre travail (qui est de moins en moins prioritaire même s'il est essentiel); ça pourra être quelque chose comme le "cas à cas collectif", c'est à dire que tu regroupes 4 ou 5 personnes qui ont des problèmes qui peuvent être différents et tu t'organises pour qu'elles les règlent collectivement. Enfin, on verra pratiquement le résultat plutôt que d'élaborer maintenant".

---

[1]- Ce qui est en accord parfait avec des initiatives semblables adoptées au niveau des cours prodigués par le Centre de Main d'Oeuvre et l'affirmation récente du "Financial Post" qui prévoyait qu'au Canada, l'arrivée des femmes sur le marché du travail allait caractériser les années '70 comme la venue des jeunes sur le marché du travail l'avait fait pour les années '60.

interview

la bataille contre les officiers

• Comment a commencé la bataille contre les officiers?

-En Janvier 73 le journal du quartier le **Va Vite**", dénonce le "racket" de 4 officiers du Bien-Etre dans le quartier: il est question de fraudes et aussi d'abus (c'est le moins qu'on puisse dire) auprès de femmes qui sont sur le Bien-Etre. Le **Va Vite** demande notre appui.

•Pourquoi vous êtes-vous engagées dans une telle action?

-Au départ nous avions bien des réticences face à cette lutte, étant donné que selon nous elle ne s'attaquait pas aux vrais ennemis. Cependant, deux éléments majeurs nous ont fait repenser cette position. Il y avait d'abord le fait que les femmes assistées sociales avec lesquelles nous travaillions identifiaient clairement leur ennemi principal à l'officier de Bien-Etre en face duquel elles étaient régulièrement confrontées (se replacer dans le contexte de l'époque où la loi laissait aux officiers le soin de juger si telle demande ou montant était justifié par les besoins de l'assisté). D'un autre côté nous recevions de plus en plus de plaintes d'autres femmes du quartier à l'effet qu'elles devaient subir bien souvent tant des pressions à caractère sexuel que toutes sortes d'intimidations de la part de certains officiers. Comme cette lutte semblait pouvoir être très mobilisatrice par son aspect éminemment concret, qu'elle correspondait à une révolte vivement ressentie par les assistés sociaux du quartier et qu'elle nous permettait de mettre en pratique notre volonté de travailler sur les problèmes vécus plus spécifiquement par les femmes, nous avons décidé de faire de cette bataille une priorité dans nos activités.

•Quel a été le déroulement de la bataille?

-Trois groupes du quartier se sont joints au **Và Vite** dès le début de la bataille, **l'Agence Familiale, la Clinique Juridique** et nous. Les prises de position de ces groupes étaient les suivantes: l'A.F. dénonce le comportement en général des officiers de Bien-Etre et réclame une enquête publique: la C.J. dénonce la loi du Bien-Etre mais refuse de s'impliquer dans une action qui ne porte que sur les officiers, ces derniers étant eux-mêmes des travailleurs; le **Và Vite** et nous exigeons le congédiement des officiers.

Lors d'une assemblée publique tenue le 13 mars avec une quarantaine d'assistés sociaux du quartier, les 4 groupes présentent leurs positions sans entente minimale préalable; on ne débouche pas sur des actions concrètes. Une semaine plus tard, l'ADDS Centre-Sud (les 4 militantes petites bourgeoises) et le **Và Vite** prennent l'initiative de la bataille avec quelques individus des 2 autres groupes. Lors d'une autre rencontre, on propose un plan d'action aux assistés sociaux présents dont les deux points principaux consistent à monter un dossier et à mobiliser des forces pour manifester au parlement à Québec (20 assistés sociaux s'y rendent dans un autobus payé par le P.Q.) afin d'attirer l'attention sur la question. C'est là que s'arrêtera la participation active des assistés sociaux dans cette bataille.

Le gouvernement s'est effectivement penché sur la question et nous a proposé de participer à une Commission d'enquête. Cette proposition fut acceptée, considérant qu'elle pouvait servir les objectifs en question, regrouper les assités sociaux, conjuguer le travail de différents groupes du quartier, faire des contacts sérieux avec le Syndicat des Fonctionnaires Municipaux afin de ne pas faire une lutte anti-travailleurs, situe la loi tout en faisant de l'information.

A partir de ce moment nous avons formé 3 comités (avec les gens des groupes présents): un premier qui devait siéger sur la Commission d'enquête, un deuxième qui devait rencontrer le Syndicat des officiers et un troisième qui se chargeait de diffuser l'information dans le quartier.

C'est à compter de la fin mai que les témoignages de gens du quartier furent entendus à la Commission. A la mi-juin, comme on nous refusait l'accès à une partie des dossiers nous nous retirons de la Commission d'enquête qui disparaît.

Quel a été le résultat de la bataille et quelle évaluation en faites vous?

-Le résultat immédiat a été positif: un officier a été muté alors que les autres sont devenus d'une gentillesse exemplaire. Quant à l'évaluation que nous en faisons, disons d'abord que le style de bataille adopté, la Commission d'enquête, était un moyen qui ne correspondait pas à la mentalité des gens du quartier; en plus d'être compliqué par toutes sortes de formalités et de détails juridiques quasi-inaccessibles, ça n'a rien d'enthousiasmant ni de mobilisateur. En fait on ne s'est pas battu avec nos armes, on a utilisé des moyens légalistes, la bataille contre les officiers était une fin et non un moyen. Les officiers crapuleux étaient les ennemis à abattre. Peut-être aurait-il fallu une intervention plus collective ou plus fracassante. Les gens auraient peut-être pu, entre eux, mettre leurs expériences à profit. Des moyens moins officiels et plus près des gens auraient eu plus d'efficacité (par exemple un tribunal populaire, des piquets de rue qui assurent qu'aucune action douteuse puisse être entreprise).

Cependant, pour les groupes participants, l'un des acquis importants de cette lutte fut d'avoir travaillé ensemble, d'avoir constitué une force dans le quartier. Le gros du travail a été fait par le **Và Vite** et par nous. La **Clinique Juridique** et **l'Agence Familiale** n'ont eu qu'une participation sporadique. Cette lutte nous a permis d'identifier à travers des groupes, les individus qui ont mobilisé leurs énergies, de comprendre comment ils concevaient leur engagement et aussi de créer des liens avec des citoyens du quartier. Même si les groupes ne sont pas toujours homogènes, il y a possibilité de travailler avec certains individus. La collaboration avec d'autres groupes non directement impliqués fut utile aussi dans ce sens.

Face au Syndicat des Fonctionnaires, notre but était de créer si possible avec eux une entente afin que les 4 officiers soient transférés ailleurs et que cette démarche soit assumé par le Syndicat et non par les boss. Nous voulons aussi tenter de dénoncer avec eux la loi et l'administration. Ce fut un échec: ils nous ont vu venir et nous ont traité de boss à employé. Nous ne regrettons pas la démarche, ce qui nous a aidé à mieux les situer en tant que "classe intermédiaire".

Par rapport à nous autres, il nous apparaît clair que le danger de récupération d'une telle lutte était très grand. En luttant contre des individus-crapules, on se trouvait sur le même pied que le gouvernement. On se situait sur le terrain des institutions et dépendait ainsi d'une force qu'on ne pouvait pas contrôler. Il nous semble maintenant évident et prioritaire de développer nos propres instruments, ceux des gens du quartier car c'est seulement de cette façon que notre travail prendra une force mobilisatrice. Néanmoins, par cette bataille, avons-nous acquis encore plus de crédibilité face aux assistés sociaux et aux groupes du quartier.

Mobiliser et unir les forces pour vaincre l'impérialisme

VIETNAM



"Un peuple peu nombreux au territoire peu vaste, mais éclairé par une direction juste et étroitement uni, qui combat héroiquement et bénéficie de la sympathie, du soutien et de l'aide des pays socialistes et des peuples du monde, vaincra l'impérialisme agresseur, fut-il l'impérialisme américain."

IIIe Congrès du **Front de la patrie du Viet-Nam**. Documents, p. 37

Parmi les nombreuses leçons à tirer de la longue lutte du peuple vietnamien, nous allons présenter deux aspects principaux: l'importance du front national uni et la position du Viet Nam sur l'unité du mouvement communiste international.

La conscience nationale du peuple vietnamien s'est manifestée à travers 4000 ans d'histoire, par des luttes populaires contre les classes dirigeantes et contre les agresseurs étrangers. Pendant la période du colonialisme français, la conscience nationale et la conscience de classe se sont développées, surtout à partir des années 1920 et le marxisme-léninisme a commencé à être diffusé. En 1925, Ho Chi Minh et d'autres patriotes ont formé l'Association de la jeunesse révolutionnaire du Viet Nam, et le 3 février 1930, les forces communistes vietnamiennes étaient unifiées dans le parti communiste du Viet Nam, qui s'appelle Parti des travailleurs du Viet Nam depuis 1951. A chaque étape de la lutte, les communistes vietnamiens ont su diriger le mouvement des masses et favoriser l'unité d'action de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques contre l'ennemi principal. Après le Front démocratique indochinois, en 1936, et le Front national uni anti-impérialiste en 1939, il y a eu le Viet Minh, ou ligue pour l'indépendance du Viet Nam, en 1941, qui conduisit à la proclamation de la République démocratique du Viet Nam, le 2 septembre 1945 et à la victoire définitive sur les colonialistes français en 1954. Alors que commençait la période de restauration économique dans le Nord libéré, le Front national uni a été consolidé et est devenu le Front de la Patrie du Viet Nam, dont nous préciserons plus loin la nature et le rôle. Dans les territoires du Sud, c'est le 20 décembre 1960 qu'a été créé le Front national de libération du Sud Viet Nam, organisant la résistance à l'agression américaine et construisant le pouvoir révolutionnaire dans les zones libérées, grâce à la mobilisation des diverses couches du peuple

Cette tradition d'union au sein du peuple pour mener la lutte est accompagnée, à un autre niveau, d'une volonté de redonner une plus grande cohésion aux forces socialistes. Conservant une stricte position de principe, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, les Vietnamiens ne se sont pas alignés par rapport à l'une ou l'autre des parties du conflit sino-soviétique. Ils n'ont pas pour autant évité de discuter, sur le plan interne, les divers aspects de la situation actuelle du mouvement communiste international mais ils ont préféré mettre d'abord les énergies cont e l'ennemi principal, l'impérialisme américain et préconiser un front des peuples du monde par lequel pourra se réaliser l'unité d'action contre l'agression impérialiste américaine.

Le Front de la patrie du Vietnam

L'histoire révolutionnaire du Vietnam a appris au peuple vietnamien l'importance, devant le péril de l'agression étrangère, de savoir apaiser les contradictions de classe en son sein pour concentrer ses forces afin de stopper les agresseurs et de les balayer. Fondé en septembre 1955, **le Front de la patrie du Vietnam** a pour mission d'unir les différents milieux patriotiques dans les territoires libérés du Nord "afin qu'ils constituent un support au pouvoir de démocratie populaire, de mener à bien la révolution socialiste dans le Nord, de conduire, de concert avec le **Front national de libération du Sud Vietnam**, la résistance patriotique à l'agression américaine à la victoire totale". (1)

La direction du Front par la classe ouvrière est posée comme une nécessité objective pour la révolution; cette direction s'effectue par l'intermédiaire du parti de la classe ouvrière, "lequel est, au sein du Front, sur le même pied d'égalité que les partis amis, et son droit à la direction est volontairement reconnu par les membres du Front."

Les deux objectifs stratégiques du Front, à l'étape de la révolution nationale démocratique populaire, étaient le combat contre l'impérialisme et contre le régime féodal. A l'étape révolutionnaire actuelle, le travail du Front est modifié; "la politique frontiste s'exprime non seulement dans les directives concernant la consolidation de la dictature de démocratie populaire jouant le rôle historique de la dictature du prolétariat et la résistance à l'agression américaine pour le salut national, mais encore dans les politiques concrètes de transformation des rapports de production, de révolution technique, de révolution idéologique et culturelle, de formation et de perfectionnement de l'homme nouveau, socialiste."

L'organisation du Front présente d'une part un caractère d'alliance de classes et d'autre part un caractère de masse. La méthode de travail au sein du Front repose sur les cinq principes suivants: négociation, démocratie, unité d'action, respect mutuel et collaboration sincère, assistan-

(1) Les citations dans cette partie du texte sont tirés des Documents du IIIe Congrès du **Front de la patrie du Vietnam.**

ce mutuelle pour que tous progressent.

Au cours du IIe congrès du **Front de la patrie**, la question de la nécessité du Front pendant la période de construction du socialisme a été précisée pour réaliser cette oeuvre au caractère créateur et volontaire, "pour mobiliser les forces illimitées des masses travailleuses et les axer sur la grande oeuvre d'édification du socialisme, nous ne pouvons pas ne pas attacher d'importance au travail d'agitation des masses, au travail du Front". A mesure que le socialisme se construit, le Front s'élargit et se consolide et les organisations membres du Front mobilisent de plus en plus massivement les couches populaires. De plus, le pouvoir révolutionnaire du peuple s'appuie sur le Front et sur ses membres, entre autres pour éviter la bureaucratie et l'autoritarisme.

Dans l'immédiat, les tâches du Front de la patrie sont les suivantes: "sous la direction du **Parti des travailleurs du Vietnam**, sur la base de l'alliance ouvrière-paysanne, oeuvrer de toutes ses forces pour resserrer l'union entre les différentes couches de la population, les partis démocratiques, les organisations de masse, les diverses nationalités, les communautés religieuses et les personnalités patriotes, pour consolider et élargir sans cesse le bloc d'union de tout le peuple, exalter l'héroïsme de la nation, faire jouer à plein le droit de tous d'être le maître collectif de la société, stimuler leur ardeur révolutionnaire et les exhorter à participer activement au mouvement d'émulation patriotique, les rendre déterminés à vaincre définitivement les impérialistes américains agresseurs et leurs valets et à édifier avec succès le socialisme; libérer le Sud, défendre le Nord et progresser vers la réunification pacifique de la patrie, bâtir un Vietnam pacifique, réunifié, indépendant, démocratique et prospère". (IIIe congrès du Front de la patrie)

Les réalisations révolutionnaires du peuple vietnamien ont été étroitement reliées au travail des comités de Front, en coordination avec les partis politiques et les organisations de masse. La grande contribution du Front de la patrie à la cause révolutionnaire s'explique par les facteurs suivants:

1) Une ligne de direction correcte, basée sur une connaissance approfondie de la situation, des aspirations du peuple à chaque étape révolutionnaire.

2) Une solide alliance ouvrière-paysanne à la base du Front.

3) L'élévation de la conscience politique sur la base de la ligne du Parti dirigeant et sur celle du programme du Front, ainsi que l'exaltation des traditions d'union du peuple vietnamien à chaque étape de la révolution.

4) Une méthode de travail correcte au sein du Front, sur la base des cinq principes de travail énoncés précédemment et faisant bonne place à la critique et à l'autocritique.

Il faut préciser que dans l'organisation de la lutte au Viet Nam, l'Union entre les différentes couches de la population n'a rien à voir avec l'"étapisme" proposé par certains éléments du Parti québécois. Au Viet Nam, le facteur décisif au sein du front uni, c'est la direction de la classe ouvrière alors qu'au Québec, ce sont encore des fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui exercent actuellement la direction dans la lutte de libération nationale.



LA PAIX. Des villes à reconstruire, au Nord comme au Sud, pendant que les canons tonnent encore...

LE FRONT NATIONAL DE LIBERATION DU SUD VIET NAM

Les accords de Genève de 1954 prévoyaient la réunification du Viet Nam grâce à des élections générales libres devant se tenir dans tout le pays en juillet 1956. Cet espoir est vite éliminé lorsque Washington concrétise son intention de saboter le mouvement de libération du peuple vietnamien et décide de faire du Sud Viet Nam une base militaire américaine et une pièce maîtresse pour dominer le sud-est asiatique.

Des luttes populaires vont graduellement se développer en opposition au régime Diem, de 1954 à 1960. Dans les campagnes dans les villes, parmi les étudiants, les minorités nationales, la lutte politique est engagée contre le régime de terreur de Diem. Puis la population commence à avoir recours à la lutte armée. Après six ans d'intenses luttes populaires, le **Front national de libération du Sud Viet Nam** est formé, le 20 décembre 1960, inaugurant une nouvelle phase dans le mouvement de libération.

Les positions fondamentales du FNL sont résumées par les quatre grands points de son programme politique (août 1967):

1) Unir le peuple, lutter contre l'agression américaine pour le salut national.

2) Edifier un Sud Viet Nam indépendant, pacifique, neutre, et prospère.

3) Rétablir les relations normales entre les deux zones Nord et Sud, s'acheminer vers la réunification pacifique de la partie.

4) Appliquer une politique extérieure de paix et de neutralité.

"La tâche et les objectifs de lutte pour le salut national de la population sud-vietnamienne consiste en ce moment à: unir tout le peuple, combattre résolument pour faire échec à la guerre d'agression américaine, renverser l'administration fantoche à la solde des Etats-Unis, instaurer une large administration d'union nationale et démocratique, réaliser un Sud Viet Nam indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère, s'acheminer vers la réunification de la patrie. La force qui garantit l'accomplissement de cette tâche de lutte contre l'agression américaine pour le salut national est la large union nationale. Le **Front national de libération du Sud Viet Nam** a toujours préconisé l'union de toutes les couches de la population, de toutes les classes, de toutes les nationalités, de tous les partis, de toutes les organisations, de toutes les religions, de toutes les personnalités patriotes, de tous les individus et de toutes les forces patriotiques et progressistes, sans distinction de tendance politique en vue de mener conjointement la lutte contre les impérialistes américains et leurs agents pour la reconquête des droits nationaux sacrés et l'édification nationale.

Le FNL est prêt à inviter toutes forces et toutes personnes patriotes qui s'opposent aux agresseurs américains à rejoindre ses rangs pour l'accomplissement des tâches communes. A toutes forces qui, pour une raison ou pour une autre n'adhèrent pas au Front, il propose la coordination d'action contre les ennemis communs - les agresseurs américains et leurs valets."

Sous l'initiative du **FNL** et de l'**Alliance des forces nationales, démocratiques et de paix** (organisation créée après l'ouverture d'un nouveau front de lutte dans les villes, peu avant l'offensive généralisée du printemps 1968) un Congrès des représentants du peuple a élu, le 6 juin 1969, le **Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Viet Nam** ainsi que le **Conseil des sages du gouvernement.**

Actuellement, le GRP accomplit toutes les tâches administratives internes et externes dans les territoires libérés du Sud. Le FNL reste l'organisation large du peuple et regroupe les partis, les organisations de masse, les minorités ethniques et les groupes religieux ainsi que des personnalités patriotes. Le FNL a rendu possible la mission historique d'unir tout le peuple pour la cause sacrée du salut national.

Le Conseil des sages, qui exerce justement le rôle de conseiller du GRP, est composé de personnes qui ont une grande expérience de lutte, d'organisation économique et d'administration de l'Etat. Les relations entre le Conseil des sages et le GRP se situent au niveau des relations entre organismes exercant des fonctions étatiques, alors que les relations entre le FNL et le GRP sont celles qui existent entre l'organisation dirigeant le peuple et l'administration révolutionnaire.

TROIS FRONTS UNIS POUR ENCERCLER L'IMPERIALISME

Pour vaincre l'impérialisme américain, le peuple vietnamien a lutté sous toutes les formes, sur les plans militaire, politique et diplomatique. Mais pour arriver à la victoire totale, les Vietnamiens préconisent la constitution de trois fronts unis pour encercler l'impérialisme américain et le vaincre.

Au Viet Nam même, le **Front national uni anti-US** sera formé des Fronts de la patrie, du Front national de libération et de l'Alliance des forces nationales démocratiques et de paix, avec chacun leur programme particulier, présentant certaines différences mais visant tous à unir le peuple tout entier dans la résistance contre l'agression américaine pour recouvrer l'indépendance et l'unité de la patrie.

Pour toute l'Indochine, il y aura les trois fronts du Viet Nam, ainsi que le Front patriotique lao pour le peuple du Laos et le Front uni national du Kampuchea pour le peuple du Cambodge, qui formeront le **Front uni des peuples indochinois** contre l'impérialisme américain agresseur.



Et dans le monde, les trois courants de la révolution mondiale - forces des pays socialistes, mouvement de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique latine et mouvement de lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs dans les pays capitalistes - sont appelés à participer au **Front des peuples du monde** en soutien au peuple vietnamien, aux peuples indochinois contre l'impérialisme américain.

SUR L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

En plus d'être un modèle dans la lutte anti-impérialiste, l'apport du peuple vietnamien au mouvement communiste international est avant tout d'oeuvrer et de contribuer "de façon efficace au rétablissement de l'union entre les partis frères sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, selon les exigences de la raison et du coeur". Cet extrait du **testament du président Ho Chi Minh** (10 mai 1969) illustre bien la position vietnamienne et indique la détermination à vouloir contribuer "à rétablir et renforcer l'union et la cohésion au sein du camp socialiste". Il s'agit là d'une position toujours mise de l'avant par le **Parti des travailleurs du Viet Nam**.

Cette position avait été encore plus clairement énoncée par Ho Chi Minh, dans son rapport à la Conférence politique extraordinaire du 27 mars 1964.

"Dans l'intérêt commun du mouvement révolutionnaire mondial et de la lutte contre l'impérialisme, nous ferons de notre mieux pour contribuer à la sauvegarde et au renforcement de l'union au sein du camp socialiste et du mouvement communiste international. Sur la base de la résolution du 9e plénum du Comité central du Parti, nous nous engageons à poursuivre résolument avec les partis marxistes-léninistes frères, la lutte pour sauvegarder la pureté du marxisme-léninisme et les principes révolutionnaires posés par les déclarations de Moscou.

Nous avons la pleine conviction que les divergences d'opinion dans le mouvement communiste international seront éliminées. Le marxisme-léninisme vaincra, le camp socialiste et le mouvement communiste international resserreront davantage leur union, renforceront leur puissance et, donnant une impulsion vigoureuse à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et des peuples du monde, remporteront des succès de plus en plus grands en faveur de la paix, de l'indépendance nationale, de la démocratie et du socialisme".

Il importe de situer ici la signification des **déclarations de Moscou"**. En novembre 1957, il s'est tenu à Moscou une [conf]érence des partis communistes et [ou]vriers. La déclaration adoptée par le[s par]ticipants à cette conférence est [con]sidérée comme une victoire des forces [révo]lutionnaires marxistes-léninistes sur [la li]gne révisionniste qui avait commencé [à se] développer. Cette première déclara[tion] de Moscou présente l'expérience du [mouv]ement communiste international et [des] positions justes sur les guerres [impéri]alistes, l'insurrection armée, la révolution socialiste, sur le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, sur la dictature du prolétariat. Le révisionnisme y est défini comme le plus grave danger, résultant de l'influence des conceptions bourgeoises d'une part et de l'agenouillement face à la pression de l'impérialisme d'autre part.

La **deuxième déclaration de Moscou** a été adoptée par la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, en novembre 1960. Considérée comme une autre victoire contre la tendance révisionniste, cette déclaration rejoint les principales thèses définies en 1957, en précisant particulièrement la nature de l'impérialisme et la nécessité du front uni anti-impérialiste et en condamnant spécifiquement le révisionnisme des dirigeants de la **Ligue de communistes de Yougoslavie.**

En se référant aux déclarations de Moscou les Vietnamiens visent avant tout à réitérer leur accord avec ces positions ainsi qu'avec les partis qui les ont respectées les plus intégralement, sans pour autant blâmer directement tel ou tel parti qui n'aurait pas respecté ces principes révolutionnaires. Ils laissent plutôt aux membres de ces partis et aux peuples concernés la tâche de corriger les directions erronées qui ont pu être prises. Ils respectent scrupuleusement le principe d'indépendance des partis et s'efforcent surtout d'apporter la critique par l'exemple, c'est-à-dire en maintenant au sein de leur parti les positions les plus justes et les plus conformes au marxisme-léninisme.

LES TACHES FONDAMENTALES DU PARTI

Le rôle de dirigeant de la lutte du peupl[e] et d'organisateur unique des victoires révolutionnaires a été bien rempli par le **Parti des travailleurs du Viet Nam** parce qu'il a su réaliser les tâches fondamentales suivantes:

1) "Notre Parti s'est toujours fermement tenu sur la plate-forme de la classe ouvrière: il est resté absolument fidèle aux intérêts de la classe ouvrière et de la nation et a su appliquer le marxisme-léninisme de façon créatrice aux conditions concrètes de notre pays pour définir une ligne et une politique justes et conduire la révolution vietnamienne de victoire en victoire. Il n'a cessé de lutter contre les tendances réformistes de la bourgeoisie et aventuristes de la petite-bourgeoisie dans le mouvement national, contre les thèses "gauchistes" des trotskystes dans le mouvement ouvrier, contre les tendances de droite et de "gauche" dans le Parti à travers chaque période. La ligne et la politique du Parti reflètent les intérêts fondamentaux des larges mases populaires et bénéficient de leur soutien total. Notre Parti a pu ainsi conquérir et garder solidement la direction de la révolution dans tout le pays et briser toutes les manoeuvres de la bourgeoisie nationale qui tentait de la lui disputer.

2) Le marxisme-léninisme a permis à notre Parti de bien saisir le fait que dans un pays agricole comme le nôtre, les paysans constituent une grande force



Après les bombardements de destruction de l'aviation américaine, la priorité urgente est de reconstruire les bases matérielles de la production et surtout de la production agricole. (photo LNS)

révolutionnaire non seulement dans la révolution nationale démocratique populaire, mais encore dans la révolution socialiste. Les paysans forment avec les ouvriers le gros des forces de la révolution. A travers les différentes périodes du mouvement révolutionnaire, notre Parti a dans l'ensemble défini et résolu avec justesse la question paysanne et consolidé sans cesse le bloc de l'alliance ouvrière-paysanne. La pratique révolutionnaire de notre Parti a montré que "seul le bloc ouvrier-paysan dirigé par la classe ouvrière est à même de renverser de façon résolue et radicale les forces contre-révolutionnaires, de prendre et consolier le pouvoir du peuple travailleur, d'accomplir les tâches historiques de la révolution nationale démocratique et de progresser vers le socialisme" (Ho Chi Minh, octobre 1967)

3) A chaque étape de la révolution, notre Parti a pu rassembler les forces patriotiques et progressistes en un large front national uni, basé sur l'alliance solide des ouvriers et des paysans et placé sous sa direction, réaliser l'unité d'action de ces forces pour lutter contre l'ennemi commun, les impérialistes et leurs valets, et réaliser le programme du front. Au cours de la formation et de la consolidation du Front national uni, notre Parti a constamment mené une double lutte contre la tendance sectariste et l'étroitesse d'esprit sous-estimant la nécessité de rallier le plus de forces possible, et contre la tendance à concevoir au sein du Front une union "à sens unique", sans lutte, sans s'opposer aux tentatives de minimiser le rôle dirigeant du Parti et la position des ouvriers et des paysans, fondement du Front national uni.

4) Dans la lutte contre l'ennemi de classe et de la nation, notre Parti a recouru à la violence révolutionnaire pour s'opposer à la violence contre-révolutionnaire, il a mobilisé les masses populaires dans l'insurrection et la guerre révolutionnaire pour conquérir et sauvegarder le pouvoir populaire. A chaque période il s'est basé sur la situation concrète du pays pour déterminer les formes de lutte révolutionnaire les mieux adaptées, utilisant et coordonnant habilement la lutte armée et la lutte politique pour renverser l'ennemi et assurer la victoire. Il a attaché une grande importance à l'édification des forces armées populaires comprenant trois catégories de troupes : troupes régulières, troupes régionales et milices de guerilla ou milices d'autodéfense. Les forces armées ainsi que les forces politiques des masses (c'est-à-dire les organisations politiques au sein du Front national uni) réalisent une coordination étroite de la lutte armée avec la lutte politique pour défaire tout ennemi.

5) Une fois le pouvoir conquis pour le peuple, notre Parti a constamment veillé à le renforcer et à le consolider. Il s'en est servi d'une part pour réprimer les contre-révolutionnaires, maintenir l'ordre et la sécurité, mobiliser et organiser les masses dans la résistance à l'agression étrangère, sauvegarder l'indépendance et l'unité nationale, d'autre part pour développer les droits démocratiques du peuple, mobiliser et exhorter les masses à rivaliser d'émulation patriotique dans l'édification de la vie nouvelle, le développement économique et culturel et l'amélioration constante des conditions de vie de la population. Le Parti estime que ce pouvoir doit être un pouvoir de dictature démocratique populaire assumant la tâche historique de la dictature des ouvriers et des paysans à l'étape de la révolution nationale démocratique populaire et la tâche historique de dictature du prolétariat dans la période de transition au socialisme et au communisme.

6) La révolution vietnamienne fait partie intégrante de la révolution mondiale. Ses victoires sont inséparables du soutien chaleureux des pays socialistes frères, du mouvement communiste et ouvrier international, du mouvement de libération nationale, de paix et de démocratie dans le monde. Voilà pourquoi notre Parti s'emploie sans cesse à renforcer la solidarité internationale. C'est précisément parce que notre Parti a su allier le mouvement révolutionnaire dans notre pays au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière internationale (y compris dans les pays impérialistes agresseurs) et au mouvement de libération des peuples opprimés, qu'il a pu gagner à la cause vietnamienne de nombreux alliés à l'étranger, lui donnant de nouvelles forces pour remporter la victoire et apporter une digne contribution au mouvement révolutionnaire mondial." (1)

(1) **Brève histoire du Parti des travailleurs du Viet Nam**, Hanoi, 1970, pp.150-153



Sur simple soupçon d'être sympathisants au FLN, des milliers de prisonniers sont encore enfermés dans les camps de concentration du Sud Vietnam (photo LNS)

quelques repères

30 années de lutte au VIETNAM



- Septembre 1941: formation du Viet Minh, ou Ligue pour l'indépendance du Viet Nam, dirigée par Ho Chi Minh.
- 2 septembre 1945: proclamation de la République indépendante du Viet Nam, après la révolution d'août.
- 23 septembre: début de l'intervention militaire de la France.
- 7 mai 1954: accords de Genève, prévoyant la réunification pour 1956 et l'établissement d'une République démocratique socialiste au Viet Nam du Nord. Au Sud, ce sera le début du régime Diem, soutenu par les USA.
- Septembre 1955: formation du Front de la patrie du Viet Nam.
- 20 décembre 1960: congrès clandestin des opposants du régime Diem; création du Front national de libération du Sud Viet Nam (FNL).
- Février 1961: naissance de l'Armée de libération nationale du Sud Viet Nam.
- Décembre 1961: arrivée en grand nombre de "conseillers" militaires américains.
- 1964: début de l'escalade américaine.
- Début 1968: offensive générale de la Résistance sur le territoire vietnamien; formation de l'Alliance des forces nationales, démocratiques et de paix du Sud Viet Nam.
- 6 juin 1969: naissance du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Viet Nam (GRP).
- 30 mars 1972: grande offensive du GRP dans tout le Sud, libérant de nombreux villages et affermissant son emprise sur les secteurs ruraux.
- 1er novembre 1972: intensification des attaques de la Résistance sud-vietnamienne. Livraisons massives d'armes américaines au gouvernement Thieu.
- 18 décembre 1972: attaques massives des "B 52" sur le Nord et notamment sur Hanoi et Haiphong.
- 29 décembre 1972: après l'échec de son offensive aérienne, Nixon arrête les bombardements au nord du 20e parallèle.
- 8 janvier 1973: reprise des entretiens Kissinger - Le Duc Tho.
- 27 janvier: signature des Accords de paix de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

-**IIIe Congrès du Front de la patrie du Viet Nam** (Documents), Editions en langues étrangères, Hanoi, 1972.

-**Brève histoire du Parti des travailleurs du Viet Nam,** Hanoi, 1970.

-**Ecrits**, Ho Chi Minh, Hanoi, 1971.

-Revue **Etude vietnamiennes**, particulièrement les nos 18-19 et 23.

-Le journal **Viet Nam Report**, publié par l'Association des patriotes vietnamiens au Canada, C.P. 220, Station G, Montréal.

L'ORGANISATION DE LA REVOLUTION

Le texte qui suit a été préparé par les militants de l'organisation italienne Lotta Continua *à l'intention de militants américains. Le texte date de fin 71 et il fut présenté sous forme de conférence aux Etats-Unis.*

L'intensité de la crise italienne, qui se déroule depuis la fin de 70, permet le développement de nombreuses organisations révolutionnaires qui mettent en pratique de nouvelles formes d'organisation. Le mouvement ouvrier italien, avec sa longue tradition de lutte, semble se renouveler depuis quelques années, autant dans la critique faite aux différentes organisations réformistes dont la principale composante demeure le Parti Communiste Italien *que dans la construction, en pratique, de nouvelles avant-garde issues des masses et des grandes batailles dans les usines et les quartiers depuis 4 ou 5 ans.*



Et c'est principalement dans ce sens que le texte revêt un intérêt particulier pour les militants québécois. On retrouve, tout au long du texte, une analyse systématique du rapport entre organisation de masse et organisation d'avant-garde. Les explications de Lotta Continua sur ce sujet ont l'avantage d'être présentées sous une forme dynamique où il est possible d'entrevoir les deux formes d'organisation non pas comme deux "groupes" séparés et sans lien, mais plutôt comme deux bras du même corps, comme deux organisations fondues l'une dans l'autre, dans le même mouvement. Pour Lotta Continua, "... la liaison continue... avec les masses" est la préoccupation principale à conserver dans la construction du parti.

Et au Québec, où cette discussion prend parfois des allures assez vives, les conceptions du mouvement italien peuvent aider à clarifier nos propres positions.

D'autre part, le texte s'explique clairement sur la question des priorités de lutte au niveau de l'usine, du quartier, de l'école. Lotta Continua affirme qu'il "faut prendre la ville sur tous les aspects", mais qu'il y a quand même des priorités à respecter, au niveau de la direction de la lutte. Encore là, disons que la simplicité des propos de Lotta Continua et leur précision permettent de pousser vers l'avant le débat que les militants du Québec discutent.

Enfin, disons que les questions de stratégie ne sont pas négligées dans le texte et qu'on retrouve la préoccupation des camarades italiens de toujours adopter la stratégie à une situation concrète et d'utiliser les acquis du marxisme-léninisme en tenant compte de la conjoncture particulière du pays.

Ajoutons toutefois que les camarades de Lotta Continua ne présentent pas leur texte comme un tout achevé et fini, mais plutôt comme une contribution au débat dans la gauche italienne. Dans le même esprit, Mobilisation *présente ce texte pour favoriser notre débat et notre compréhension, non pas pour trouver des réponses toutes faites aux questions d'organisation que nous affrontons quotidiennement, mais pour amener certains éléments à partir desquels nous devons élaborer notre propre clarification.*

Les camarades italiens de Lotta Continua remercient les organisateurs de cette conférence pour leur invitation. Nos camarades vous envoient à tous leurs salutations fraternelles. On nous a demandé de contribuer au débat sur la question de l'organisation révolutionnaire et c'est ce que nous allons faire. Habituellement, quand ce problème est discuté, le débat tourne autour de vieilles questions, il y a longtemps discutées entre Lénine, Luxembourg et d'autres théoriciens marxistes. Quelques-uns s'attardent sur Lénine, d'autres sur Luxembourg; d'autres vont dire qu'ils sont d'accord avec certains aspects dans la théorie de chacun; finalement d'autres vont insister sur d'autres théoriciens qui semblent meilleurs que Lénine ou Luxembourg, par exemple Mao. Nous voulons faire une intervention sur un autre niveau. Toutefois, nous ne voulons pas par là signifier que nous n'avons rien à apprendre de Lénine ou de Luxembourg. Au contraire. Cela veut tout simplement dire que nous préférons baser notre intervention sur notre propre expérience.

Cela nous semble être plus juste d'intervenir de cette façon parce que: 1) la pratique dans une situation spécifique est le seul critère de validité de la théorie; 2) le problème de l'organisation ne peut pas être réduit à un problème théorique, administratif ou technique. Nous devons plutôt voir ce problème en relation étroite avec une situation de classe déterminée et avec un certain programme politique. En d'autres mots, la question "Comment organiser?" nous ramène à une autre question: "Pourquoi organiser et à quelles conditions?"

L'italie des dernières années

Nous pensons que cela peut être utile avant d'entrer dans le vif du sujet de retracer brièvement les éléments de base de la situation en Italie. La période qui a suivi la guerre a été surnommée la période de "reconstruction", pendant laquelle les partis de gauche ont soutenu généralement le gouvernement, et cela a conduit aussi au désarmement des organisations révolutionnaires dans les entreprises qui s'étaient développées pendant la lutte contre le fascisme et le nazisme. Après quelques soulèvements d'importance, le mouvement anti-capitaliste des années 1943-47 s'est essoufflé et la bourgeoisie italienne pouvait commencer sa "reconstruction" et sa rationalisation de l'appareil de production dans un calme relatif.

Puis, en 1962, à l'occasion de la fin de certains contrats de travail importants, la lutte ouvrière s'est remise en marche. Les travailleurs de la Fiat organisèrent des grèves massives et des manifestations de rues. A ce moment, les socialistes étaient déjà au gouvernement, alors que les communistes et les syndicats adoptèrent une attitude passive, signant un accord séparé à la Fiat et laissant peu à peu tomber la lutte. Mais ce renouveau de la combativité ouvrière mit la bourgeoisie sur ses gardes. La crise de 1963-64 fut organisée délibérément par la bourgeoisie pour accélérer le processus de rationalisation de l'appareil productif en concentrant ou en fermant les petites entreprises, en intensifiant l'exploitation, en augmentant le chômage et en brisant la combativité ouvrière. L'offensive ouvrière redémarra en 1967-68 dans les grandes entreprises de Milan, de Turin et de Venise. C'est à cette époque aussi que se produisirent les premières explosions de colère du prolétariat du sud, parmi les masses de chômeurs et de sous-employés, parmi ces futurs émigrés, qui sont si caractéristiques de cette région de sous-développement interne: le sud de l'Italie.

1968 fut aussi l'année des grandes manifestations anti-impérialistes d'appui au Vietnam, l'année du Mai français et de la croissance du mouvement étudiant qui devait jouer un rôle très important par la suite dans le renouveau de la lutte ouvrière. Au printemps de 1969, quelques mois avant la fin du contrat national des travailleurs de la métallurgie, la lutte à la Fiat recommença aussitôt. Et là, pour la première fois, une avant-garde des masses est apparue et s'est consolidée de façon autonome, exprimant dans la lutte les buts et les moyens qui allaient devenir caractéristiques de ce qu'on a appelé "l'Automne chaud" de 1969. Des combats violents se déroulèrent continuellement dans les usines et dans la rue; on vit là de nouvelles formes de lutte, plus dures, plus déterminées et organisées spontanément par les travailleurs. Par exemple, des arrêts soudains et immédiats de travail, des marches à l'intérieur de l'usine, la destruction de chaines de montage, la séquestration de cadres et de flics, et des combats violents contre la police dans la rue. La signature du contrat vint mettre un terme temporaire à cette lutte, dans le climat oppressif et d'intimidation créé par les groupes de droite, après l'attentat terroriste de Milan en décembre 1969. (1)

L'"automne chaud", n'a pas été un autre défoulement collectif des travailleurs. Dans toutes les entreprises, à partir de Fiat, de nouvelles avant-garde autonomes se sont développées, et ont continué à diriger les luttes les plus dures et sont devenues conscientes de leur rôle et de leurs intérêts de classe. On travaille maintenant à bâtir une organisation et à entreprendre des luttes contre des initiatives bourgeois visant à ramener la paix industrielle dans les usines et ainsi restaurer la "normalité" de l'exploitation.

Mais la signature des contrats ne ramena pas le calme dans les usines; ni d'ailleurs la productivité. Une nouvelle lutte éclata bientôt à la Fiat en juillet 1970, une lutte à finir, de laquelle les syndicats furent complètement exclus. Durant cette brève période entre 1968 et 1970, le Parti Communiste faisait tranquillement son chemin pour entrer au gouvernement. En d'autres mots, les communistes voulaient donner à la bourgeoisie une garantie sur le contrôle des luttes ouvrières. Et, en échange, la bourgeoisie s'engagerait à effectuer un certain nombre de réformes (dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé, etc...) pour revigorer les structures affaiblies et désuètes de l'Etat italien et pour couper court aux luttes ouvrières. Mais les bombes de Milan furent les premiers symptômes d'une opinion différente, et cela devint encore plus évident le printemps suivant.

1) Attentat fasciste que des groupes de droite ont organisé et qui a fait plusieurs morts et blessés. La police s'est servi de ce prétexte pour engager une campagne de répression contre les militants révolutionnaires italiens.

A ce moment, la bourgeoisie était convaincue que le Parti Communiste n'était plus capable de contrôler la lutte ouvrière ou de garantir la stabilisation de la production (ce fait fut démontré encore plus clairement dans les événements du printemps suivant). D'autre part, même si les réformes en soi ne sont pas suffisantes pour stopper la lutte ouvrière, elles contribuent à affaiblir le délicat équilibre entre les vieilles idées et les nouvelles idées, entre le développement et le sous-développement, entre les classes parasitiques et les groupes impérialistes sur lesquels la structure de pouvoir de la bourgeoisie italienne repose.

Voyant que les travailleurs n'étaient pas prêts à accepter une trève et à reprendre la production, la bourgeoisie a rallié ses forces et a choisi la voie de la répression et de la guerre ouverte, et elle s'est construit son propre "front" beaucoup plus à droite qu'auparavant. La bourgeoisie a décidé à ce moment de prendre toutes les mesures possibles pour rétablir l'ordre et la productivité dans les entreprises. Elle n'hésite plus à employer politiquement la crise économique qui elle-même a été causée en partie par la combativité ouvrière. Elle n'hésite plus à appliquer la répression ouverte contre les avant-gardes politiques, par la police et la "justice", soudainement beaucoup plus sévère, et même à utiliser ouvertement les fascistes et les campagnes de violence.

Nous expliquerons plus la situation et ce qui en ressort pour nos tâches immédiates plus loin. Nous voulons maintenant montrer comment l'activité de LOTTA CONTINUA se situe dans ce contexte.

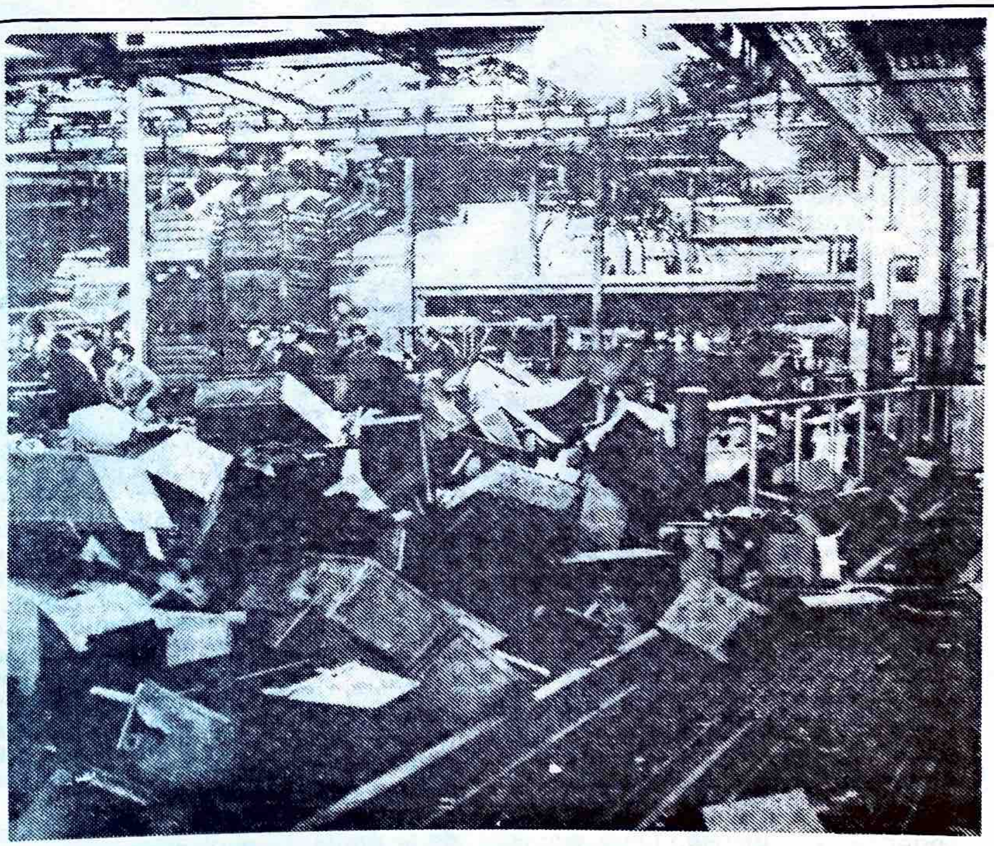
Notre organisation

LOTTA CONTINUA est apparue durant l'été '69, quand des groupes de militants du mouvement étudiant de Turin et de "Potere Operaio" (2) de Pise (un groupe qui fonctionnait depuis plusieurs années et qui se composait d'ex-militants du P.C.I. pour la plupart) ont commencé un travail politique dans l'usine de Fiat à Turin. A ce moment, les travailleurs de la Fiat menaient eux-mêmes de dures luttes dans l'usine. Plus tard, avec le développement de la lutte des classes, divers groupes se sont entendus peu à peu avec les positions politiques de LOTTA CONTINUA et ont commencé à agir ensemble. Graduellement, des liens s'établirent entre divers groupes locaux dans les villes les plus importantes d'Italie. Actuellement (en novembre '71), plus de 200 groupes sont réunis à LOTTA CONTINUA. Notre organisation publie un journal hebdomadaire (bi-mensuel en période de difficultés financières), qui sort régulièrement depuis deux ans. Actuellement, on tente de lancer un journal quotidien pour la région sud de l'Italie, pour des raisons politiques sur lesquelles nous reviendrons.

LOTTA CONTINUA a tenu jusqu'à date deux congrès. Lors de notre deuxième congrès en juillet '71 à Bologne, plus de 6,000 militants étaient présents et la plupart d'entre eux étaient des ouvriers. Les résolutions et les discours durant ces deux congrès ont été publiés dans la revue italienne "Communismo", mais malheureusement n'ont jamais été traduits encore.

Les quelques éléments statistiques que nous venons de mentionner concernant les journaux et le nombre de groupes affiliés ne doivent pas être considérés comme une analyse de notre force. Si cela était le cas, nous aurions une conception beaucoup trop administrative et quantitative de la croissance d'une organisation, et nous négligerions un point plus fondamental: le problème de l'organisation ne doit pas être détaché de la question de faire partie intégrante de la lutte des classes et de la diriger de l'intérieur; le problème doit être aussi relié à la question d'impliquer les masses dans l'analyse de leur propre condition, la collectivisation de leurs propres intérêts, l'élaboration d'une perspective politique communiste, et la transformation de leurs méthodes de vie et de pensée.

Plusieurs personnes disent, citant Lénine: "Pas de révolution sans parti révolutionnaire" et "pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire". Jusqu'à très récemment, les gens nous citaient ces phrases, avec un ton de réprobation. Maintenant, ils sont moins condescendants. Ces camarades oublient qu'une théorie juste, une connaissance systématique des besoins des



Une scène de l'intérieur d'une usine après un débrayage spontané en Italie

2)POTERE OPERAIO: "Pouvoir Ouvrier", une autre organisation révolutionnaire italienne. Cette organisation a engagé un débat sur la question de l'organisation avec LOTTA CONTINUA un débat fort intéressant qu'on retrouve dans la brochure "QUELLE AVANT GARDE, QUELLE ORGANISATION?", qui contient un texte de Lotta Continua suivi d'une critique de Potere Operaio. Cette brochure a été ré-éditée kpar la Librairie progressiste.

masses et leur généralisation, naît dans la lutte des classes et se développe dans la lutte. Ces camarades ne font que dire qu'il doit y avoir une équation "égale" entre la théorie et la pratique (sans clarifier d'autre part ce que veut dire l'"égalité" dans ce cas). Mais eux mêmes sont incapables d'atteindre ce but. Nous pensons que les choses sont plus compliquées que cela et qu'il faut faire un choix dans notre action politique. **Nous avons choisi d'être à l'intérieur des luttes que les masses mènent.**

Les fronts de lutte

Aujourd'hui, presque rien ne reste des débats qui animaient nos journaux de gauche des années passées. Mais l'expérience des luttes de classe qui se sont développées au cours des trois dernières années constituent un héritage précieux et une base nécessaire pour le développement d'une théorie. C'est notre tâche aujourd'hui de rendre cette théorie explicite, de la clarifier et de la compléter dans les détails. Nous avons maintenant un squelette bien constitué que nous devons remplir de nerfs, de muscles et de chair. Ce qui compte le plus, grâce à la lutte des classes, c'est que l'élaboration théorique a maintenant des points précis de référence (la même chose existe en ce qui concerne les problèmes d'organisation). Plusieurs camarades ont fondé des partis révolutionnaires. Les luttes de '69 ont été suffisantes pour écarter toutes ces choses. Notre choix est totalement différent. Nous avons tenté d'organiser nos propres forces, plutôt que de discuter l'organisation. Dans cette attitude, nous ne cédions en rien à la spontanéité, tout ce que nous comprenions, c'est que la question de l'organisation ne doit jamais être séparée du niveau atteint dans la lutte des classes, de nos forces et de notre programme politique. Nous n'avons jamais pensé l'organisation comme un **a priori**; ni non plus comme une croissance spontanée de la lutte. Nous pensons simplement que, de temps en temps, la lutte des classes indique des devoirs à l'initiative subjective et consciente des militants révolutionnaire: des tâches organisationnelles précises et inévitables. Au début de notre activité, et pour une bonne période de temps après, nous avons mis la priorité sur la consolidation et la continuité des organisations de base dans les entreprises, et ensuite, relier ces organisations ensemble.

Dans une deuxième étape, sans abandonner les usines, nous avons décidé de porter la lutte aussi en dehors des usines, à l'intérieur de l'"entreprise sociale" dans son ensemble, partout où l'exploitation existe. La conscience anti-capitaliste s'élève parmi les avant-garde des masses, et, en même temps la nécessité de campagnes politiques plus larges augmente, telle celle contre les assassins de l'anarchiste Pinelli (3), ou la campagne que nous menons actuellement contre le "Fanfascisme", (4) contre l'élection possible de Fanfani à la présidence de la république.

C'est ainsi que l'organisation s'est développée et que ses structures se sont concrétisées (de façon fonctionnelle et non bureaucratique), parallèlement au niveau croissant de la lutte, de nos forces et de notre programme politique. Nous n'avons jamais établi de parti. Nous pensons que ce n'est jamais possible à un moment donné de dire: "Voici, nous avons maintenant un parti". Cependant, il y a plus d'un an déjà, nous lancions le mot d'ordre "Agissons comme un parti". A ceux qui nous le demandent, nous répondons que nous sommes en train de bâtir le parti. Il nous semble que la seule garantie possible de ne pas tomber dans les erreurs qu'on peut analyser dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial est la liaison continue et correcte avec les masses. On peut trouver des indications importantes à chaque étape de la lutte de telle sorte que l'avant-garde puisse favoriser le développement des masses dans leur marche en avant vers la prise du pouvoir. Le parti n'est pas constitué par un acte formel, mail il se construit graduellement et parallèlement à l'avant-garde qui donne une direciton politique communiste.

La façon qu'est née LOTTA CONTINUA et le chemin qu'on a parcouru depuis confirme pour nous cette hypothèse de base. LOTTA CONTINUA n'est pas née à la suite d'une scission dans le mouvement révisionniste, ni non plus à la suite d'un regroupement d'individus ou de groupes militants. L'organisation est née de l'initiative autonome de l'avant-garde qui a émergé dans les luttes de classes de 1969-70. Pour cette raison, notre organisation et notre programme politique ont grandi graduellement peu à peu, à la mesure du développement de la lutte des classes et de notre présence à l'intérieur de la lutte, ce qui a posé les conditions pour la formulation d'hypothèses plus générales et nous a conduit à clarifier des tâches plus larges de direction politique.

Initialement, le problème était d'encourager les manifestations de l'autonomie ouvrière, d'encourager la conscience progressive d'un nombre grandissant de travailleurs de leur exploitation dans l'esclavage salarial et leur détermination à lutter contre l'organisation capitaliste du travail dans son ensemble.

Plus tard, le problème prioritaire qui apparut fut d'étendre la lutte contre les patrons dans la communauté entière: c'est cela que nous exprimions par la formule célèbre "PRENONS LA VILLE!"

Cela ne signifie toutefois pas pour nous que l'aspect principal de la lutte n'est pas situé dans les entreprises. Au contraire, nous pensons que l'existence des luttes de la classe ouvrière à l'intérieur des usines est une condition essentielle pour le développement du mouvement à l'extérieur. Cela est ainsi parce que c'est à l'intérieur des usines principalement qu'il est possible de créer les conditions pour l'unité de la classe ouvrière et pour le développement de la direction ouvrière sur les autres couches d'exploités; ainsi, les ouvriers doivent diriger la lutte parce qu'ils sont les seuls à pouvoir exprimer un tel degré d'antagonisme contre la structure du capitalisme dans son ensemble.

Sur la stratégie

Perdre le combat dans les entreprises signifie perdre le combat social en général: cela signifie l'incapacité à imposer la direction ouvrière sur le reste du prolétariat. En fait nous ne voulons pas abandonner la lutte dans les usines, nous voulons étendre la lutte dans tous les aspects de la vie du prolétariat. Seulement de cette façon il sera possible de franchir la première étape dans le chemin vers la prise du pouvoir. Pour formuler quelques hypothèses stratégiques sur le développement du processus révolutionnaire, il nous faut analyser la situation.

Nous ne pouvons pas nous limiter à l'étude de modèles historiques classiques de prise du pouvoir, comme les Bolchéviks ou les Chinois, parce que

---

3) Pinelli: anarchiste italien, qui à la suite de son arrestation fut projeté su dixième étage du bureau de la police à Milan. Une enquête officielle conclut au "suicide". Les organisations de gauche ont lancé une campagne contre cet acte de répression policière. On retrouve les péripéties de cette affaire dans un livre écrit par des journalistes italiens, "Italie 1972, La Piste Rouge". Disponible à la Librairie progressiste.

4) Fanfani, répresentant des secteurs de la droite du parti gouvernemental de la Démocratie chrétienne, le parti de la grande bourgeoisie italienne.

ces modèles sont rattachés à des situations spécifiques, historiquement, et géographiquement, et ils ne peuvent pas être plaqués mécaniquement sur notre situation. Par exemple, le type de stratégie et d'organisation élaboré et dirigé par Lénine était celui qui correspondait le mieux aux conditions de la Russie en 1917. Mais il est absolument idéaliste de croire qu'une insurrection rapide même si elle était soigneusement préparée, peut réussir dans un pays capitaliste avancé. Le système politico-militaire répressif de la bourgeoisie écraserait l'insurrection dans quelques heures. Toutefois, il ne faut pas nier la valeur d'insurrections locales ou même des périodes d'insurrections généralisées à la suite d'un long processus révolutionnaire. Mais ce serait une grave erreur de compter sur la méthode de l'insurrection pour prendre le pouvoir aujourd'hui.

Les bases rouges

Plus encore, nous croyons que le développement d'une conscience et d'une pensée communiste ne doivent pas être détachées du problème de la prise du pouvoir; la construction du communisme n'est pas une chose qui arrive **après** la prise du pouvoir, mais quelque chose qui accompagne cette prise du pouvoir, dans le long processus de lutte armée qui pourra éventuellement nous amener là. Mais encore là, même si nous croyons à partir du modèle chinois que la révolution est un long processus durant lequel la prise du pouvoir et la conscience communiste sont parallèlement préparées, nous ne pensons pas que nous pouvons adopter tout à fait les instruments politiques spécifiques utilisés dans le modèle révolutionnaire chinois. Le modèle chinois est basé sur la conquête et la défense successive de BASES ROUGES, sortes de régions libérées dans un cadre géographique bien délimité, et à partir duquel une société libérée se construit et à partir de laquelle on étend peu à peu la lutte aux autres régions. Dans notre cas, cette stratégie ne peut pas fonctionner. Partir dans les montagnes italiennes avec une armée rouge, cela n'a pas de sens pour nous, pour plusieurs raisons dont le fait que plus personne n'habite là maintenant. Les patrons nous laisseraient pourrir là tranquillement, nous ne serions plus un danger pour eux.

Dans notre cas, la question des bases rouges doit être posée en dehors de l'aspect "géographique". Nous pouvons dire qu'une usine ou un quartier où les prolétaires sont organisés et ont une conscience révolutionnaire solide sont des sortes de bases rouges; cette conscience est la capacité de se diriger soi-même politiquement, de façon autonome dans les combats et dans la lutte, et de défendre ses conquêtes et son autonomie politique même si le coût des luttes augmente.

Pour nous, les bases rouges sont les usines, les quartiers ou les écoles où les prolétaires sont unis, où leur conscience de classe et leur force ont atteint un tel degré d'intensité que le pouvoir des patrons en est réduit à utiliser l'occupation militaire et violente des lieux pour exercer sa force, parce qu'ils ne possèdent plus aucune autre forme de contrôle politique, idéologique ou économique face à la force organisée des prolétaires. A ce moment, pour les prolétaires, le problème de l'auto défense est le même que le problème de la destruction de l'appareil répressif de l'état bourgeois et de



Les travailleurs tiennent une assemblée dans une usine de Milan en Italie, qu'ils occupent depuis décembre 1972

l'impérialisme. Il est important aussi de voir que ces bases rouges ne signifient pas pour nous la destruction de pseudo-alternatives institutionnelles: de meilleures écoles, plus d'hôpitaux, etc... qui pourraient constituer une sorte d'îlot de bonheur et de paix au sein du chaos capitaliste et qui serait d'ailleurs totalement intégré dans un système de méditations. Les prolétaires doivent s'approprier tous les aspects de leur vie quotidiènne, en les arrachant aux patrons: les écoles et les logements y compris, à partir des problèmes d'inflation jusqu'aux problèmes des rapports entre les sexes, et entre les vieux et les jeunes, en passant par les questions d'information et de santé. Les prolétaires doivent développer des initiatives précises et les défendre par la force si nécessaire. En d'autres mots, notre conception des bases rouges est incompatible et contradictoire avec les conceptions d'alternatives institutionnelles, et cela est aussi contradictoire avec le réformisme. Nous sommes intéressés dans la force et l'organisation que les prolétaires peuvent gagner, et non simplement la victoire sur des objectifs partiels. C'est seulement de cette façon que les bases rouges atteindront leur but: être des régions d'appui pour soutenir la lutte pour la prise du pouvoir et pour l'établissement de la dictature prolétarienne.

Ce type de bases rouges, assumant une sorte d'"arrière" sans lesquelles la violence prolétarienne ne peut aboutir, ne peuvent pas être la même chose que les formes d'organisation dont sont dotés les travailleurs les plus avancés aujourd'hui. Ces formes d'organisation sont encore trop embryonnaires pour que les travailleurs sentent la nécessité de les défendre avec leurs poings. Elles sont aussi trop faibles pour résister aux attaques que la classe dirigeante va lancer contre elles, avec toute la puissance de la société capitaliste. Elles sont encore trop limitées en ce qui concerne l'implication de différentes couches prolétariennes que la révolution doit mobiliser pour être capable de triompher. Durant les dernières années, les masses ont franchi les premières étapes du processus révolutionnaires, mais cela ne signifie pas que l'insurrection ou la prise du pouvoir sont en vue actuellement. La lutte armée contre l'Etat bourgeois débutera quand l'unité, la conscience et la force des prolétaires seront à ce point développées qu'il sera impossible de perdre le combat. Ce "processus prolongé" sur lequel nous insistons est beaucoup plus qu'une question de "temps", c'est une conception de la lutte plus



large et plus précise. D'une part, cela signifie la construction d'une base de masse et la transformation de l'homme durant le processus révolutionnaire; d'autre part, cela signifie aussi d'être capable de dominer militairement. Face au problème d'une importance fondamentale, les théories "insurrectionnalistes" aventuristes, ou réformistes-gradualistes, sont incapables d'apporter des réponses satisfaisantes et réalistes.

Dans ce que nous avons dit jusqu'à date est contenu le sens de notre mot d'ordre politique "PRENONS LA VILLE!"

Il y a une chose qui est important de préciser ici. Aucun des aspects de notre programme politique n'est complètement nouveau et n'a pas été complètement négligé dans notre travail dans le passé. Dès le début, nous avons tenté de mettre l'emphase sur certains aspects des luttes ouvrières qui indiquaient certains éléments généraux pour le reste du prolétariat et dans tous les secteurs de la vie social. Notre travail parmi les travailleurs de bureaux et parmi les étudiants a toujours été assumé comme un point de référence, dans la lutte ouvrière, pour un mouvement égalitaire et non-hiérarchique. Notre intervention dans la région-sud du pays, que nous avons toujours considérée d'une extrême importance, a été assumé par des travailleurs immigrés qui, en retournant dans leur ville ou village d'origine, étaient en mesure d'utiliser leurs expériences pour unifier les luttes ouvrières du nord contre l'exploitation-production avec les luttes prolétariennes dans les sud contre le chômage et l'émigration forcée. Même notre travail dans les forces armées (nous publions un bulletin destiné aux soldats "Prolétaires en uniformes"), ainsi que notre travail dans les prisons, sont développés de la nécessité de construire des organisations et des luttes dans toutes les sphères de la vie où les prolétaires sont opprimés et exploités.

Quelles sont nos tâches?

Nos tâches actuelles sont donc les suivantes:

1) bâtir des organisations de masse partout où cela est possible, dans les entreprises, les écoles et les quartiers, des organisations acessibles à un très grand nombre de prolétaires. Ces organisations ne sont pas toutes nécessairement strucutrées formellement en conseils ou en comités permanents; mais regroupent l'ensemble des travailleurs d'une entreprise, des étudiants d'une école ou des prolétaires d'un quartier, qui s'assemblent sur quelques questions de base (par exemple, le fait qu'ils sont contre les révisionistes et les syndicats). Encore là, ce qui compte ce n'est pas l'institution "Organisation de masse", mais la capacité des militants qui y sont de discuter de leurs propres intérêts et besoins et de lutter d'une manière autonome et consciente pour ces intérêts. Faire en sorte que le programme politique le plus correct prévaut dans les organisations de masse, c'est en cela que consiste la tâche de l'avant-garde

organisée, c'est-à-dire, les militants communistes qui mettent les intérêts généraux du prolétariat dans son ensemble au-dessus de tout. Mais, comme l'avant-garde n'existe pas sans une relation très étroite avec les masses, la ligne de démarcation qui divise l'organisation d'avant-garde et les organisations de masse tend à s'estomper, elle n'est pas tracée une fois pour toutes, elle tend à constamment se déplacer: de plus en plus, à mesure que l'autonomie du prolétariat s'accroit, ce qui était l'objectif pour l'avant-garde seulement devient l'objectif général pour les masses. C'est dans ce sens que ce sont les masses qui font la révolution.



"Les travailleurs ne veulent pas payer pour la **crise des patrons**"

2) approfondir notre connaissance des classes, tâche que nous avons abordée dans notre travail encore embryonnaire, et où nous avons déblayé les premiers éléments essentiels. Nous pensons que la tendance à voir clairement la division entre la bourgeoisie et le prolétariat s'est affaiblie avec la décision politique de la structure du pouvoir bourgeois de tenter de diviser les exploités. Il est nécessaire de rebâtir l'unité des exploités, de distinguer les amis des ennemis, d'analyser l'attitude des différentes classes face à la révolution, et de construire une avant-garde qui soit un point de référence constant pour tous les exploités. Seulement de cette façon pouvons nous poser correctement le problèmes des alliances. Nous savons que c'est là un problème d'une importance cruciale de diviser l'ennemi et d'unifier le prolétariat en brisant la fragmentation, la stratification et la division de toutes sortes que les patrons ont tintroduites dans les masses. Cela ne peut être fait que par une analyse de classes juste, la clarification d'objectifs politiques unificateurs et le maintien de l'hégémonie prolétarienne.

Le problème des alliances n'est pas un problème de collaboration avec les partis révisionnistes de la bourgeoisie. Ca se pose plutôt en termes de la désintégration du front de la bourgeoisie et de la recomposition, autour du prolétariat, de tous ces groupes qui pour des raisons objectives ou subjectives sont les ennemis de l'impérialisme et du capitalisme. Sans une hégémonie précise et directe du prolétariat, toutes propositions d'alliances reviennent en fait à accepter le point de vue de la bourgeoisie et la dégénérescence dans le réformisme et le parlementarisme.

3) Notre troisième tâche est de profiter des contradictions internes de l'ennemi, de ralentir la montée du fascisme dans notre pays par des campagnes politiques larges, comme celle que nous menons actuellement sur le meurtre de l'anarchiste Pinelli par la police, et celle contre l'élection de Fanfani à la présidence de la république. De telles campagnes élargissent aussi la conscience politique générale de l'avant-garde et permettent d'indiquer des points de référence et des occasions précises pour la maturation des luttes quotidiennes dans les usines, dans les quartiers ouvriers, les écoles et dans la rue.

4) Notre dernière tâche immédiate est la construction d'une alternative révolutionnaire dans le sud, pour canaliser la protestation des masses exploitées, qui veulent affirmer leur droit de vivre, vers des objectifs révolutionnaires. Il faut pour ce faire récupérer plusieurs luttes spontanées temporairement tombées sous une direction fasciste, tel la révolte de Reggio Calabre, dont tout le monde a entendu parler (6). Cela signifie empêcher les capitalistes de jouer le sous-développement du sud contre le développement du nord, jouer les masses de prolétaires du sud, en chômage et déserpérées, contre les luttes ouvrières de Turin et de Milan. C'est pourquoi dans ce contexte politique nous attachons beaucoup d'importance à notre projet de journal quotidien dans le sud. C'est une tâche que nous voulons entreprendre à court terme si nous sommes capables de surmonter les innombrables difficultées financières et les obstacles bureaucratiques que la bourgeoisie dresse devant nous; des obstacles que la bourgeoisie du nord, les Agnelli (7) et compagnie, élevent devant nous avec la coopération de la Mafia du sud, tout cela pour la gloire du capitalisme.

L'organisation doit s'adapter

Nous avons beaucoup parlé de notre ligne politique mais peut être pas assez de notre organisation. Nous aurions pu vous dresser une sorte de schéma organisationnel, vous dire que nous avons un comité éxécutif national pour le nord et un autre pour le sud. (Dans ces comités, les prolétaires sont toujours en majorité et leur présence exerce un poids décisif on effectue aussi la rotation des postes, d'ailleurs révocables en tout temps). Nous aurions pu aussi vous parler des nombreux problèmes organisationnels, comme par exemple le problème des relations entre les intellectuels et les prolétaires, ainsi que celui des relations entre les hommes et les femmes, les problèmes de critique et d'auto-critique, des révolutionnaires professionnels, des débats politiques internes, de la centralisation etc... Nous avons résumé nos potitons sur ces problèmes dans un texte non traduit. Nous sommes conscients de leur complexité et nous faisons un effort pour les analyser de façon réaliste, en gardant toujours en tête les conditions concrètes et en évitant de tomber dans le moralisme ou le psychologisme.

Une autre chose que nous voulons signaler est le fait qu'il n'existe pas de manière purement théorique, bureaucratique ou administrative d'analyser et de solutionner les problèmes d'une

6) Cette petite ville de la Sicile s'est révoltée à la suite du décision du gouvernement à Rome d'installer ses services administratifs dans une autre ville. La lutte fut menée au début par des forces de droite corporatistes, mais peu à peu, plusieurs organisations de gauche réussirent à prendre la direction de plusieurs aspects de cette lutte qui d'ailleurs dure encore.

7) Agnelli: président de la Fiat.



organisation révolutionnaire. Nous voulons toujours insister sur le fait que le problème central des organisations doit être relié étroitement avec la question de la capacité des révolutionnaires de pénétrer les masses, de se développer ensemble avec elles, d'apprendre de leurs pratiques et d'en tirer des principes stratégiques corrects, et d'être toujours en mesure de satisfaire les besoins posés dans le développement de la lutte des classes à chaque étape. Aujourd'hui par exemple, dans le contexte d'une vague de répression et de la montée du fascisme en Italie, notre organisaion doit s'adapter et apprendre à survivre clandestinement pour nous préparer à l'illégalité totale.

Nous voulons parler sur quelques problèmes que plusieurs camarades étrangers font ressortir dans les discussions avec nous. Le premier problème est posé de la façon suivante: dans une situation où la répression s'accroit rapidement et qu'on voit apparaitre de plus en plus de facteurs qui semblent indiquer l'approche d'une crise dans le genre du Mai français, comment se fait-il que tant d'organisations continuent de proliférer en Italie et pourquoi il n'y a pas de processus d'unification entre ces groupes? Est-ce que cela n'est pas un frein au processus révolutionnaire? N'est-ce pas l'indication d'une faiblesse du mouvement révolutionnaire? A cela, nous répondons que nous croyons au genre d'unité qui se développe directement dans les luttes ouvrières, une unité qui se construit directement dans le mouvement de masse. C'est la genre de processus d'unification où les conditions peuvent être posées pour la clarification et l'homogénéisation dans nos choix, nos analyses et nos objectifs politiques. C'est pourquoi nous refusons de réduire le processus d'unification à de simples accords entre quelques militants révolutionnaires: et c'est pourquoi aussi nous lançons l'appel à tous nos camarades de tous les groupes politiques pour confronter, par la discussion et l'échange, nos pratiques respectives.

Une autre question souvent posée, surtout aux Etats-Unis, concerne le Parti Communiste Italien et notre relation avec cette organisation. Nous supposons que c'est à cause d'un certain intérêt et d'un certain respect aux Etats-Unis face au P.C.I. et à sa force. Pour dire vrai, notre relation avec lui est plutôt mauvaise. Les syndicalistes et les bureaucrates du P.C.I. n'aiment pas nous voir passer nos tracts dans les usines, et ils tentent de nous boycotter et de nous nuire de toutes sortes de façons. En tout cas, cela ne devrait pas surprendre personne puisque le P.C.I. est un gros parti révisioniste et qu'il a choisi la voie parlementaire et la collaboration avec la bourgeoisie. Le révisionisme n'est pas pour nous simplement un programme politique. Cela signifie pas **réviser** les théories de Marx, ce qui non seulement peut mais doit être fait par tous les marxistes sérieux, mais bien plutôt, l'utilisation du marxisme par une partie de la bourgeoisie pour atteindre des objectifs contre-révolutionnaires. En fait, le révisionisme a des racines matérielles et de classe précises. Et nous pouvons voir cela clairement en Italie, où le plus gros parti communiste en Europe occidentale a une base sociale de plus en plus petite bourgeoise, et de moins en moins prolétarienne. Un autre exemple de cela est le fait que le P.C.I. se base sur d'énormes coopératives communistes qui sont indistinguables des compagnies privées ordinaires, et sur un réseau de contacts politiques et économiques avec le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Pour toutes ces raisons, même si nous ne considérons pas le P.C.I. comme notre ennemi principal, nous attaquons souvent ce parti et ses dirigeants (nous admettons toutefois qu'un bon nombre de ses mlitants de base sont des révolutionnaires). Aussi, nous attaquons avec force les syndicats, non pas parce que nous pensons qu'ils se sont vendus aux patrons, ou parce que nous pensons qu'ils devraient suivre une ligne politique différente, mais parce que nous croyons que les syndicats dans une société comme la nôtre ne fonctionnent que pour céder à la bourgeoisie la collaboration des travailleurs avec l'organisation capitaliste du travail. Nous ne voulons pas former de nouveau syndicats parce que nous ne pensons pas que les luttes ouvrières aujourd'hui en Europe occidentale sont trade-unionistes. Nous pensons au contraire qu'elles sont directement anti-capitalistes, et ainsi, nous pensons que la distinction entre la lutte économique et la lutte politique n'a plus de raison d'exister.

Gianni Safri et Franco Caprotti,
LOTTA CONTINUA



C'est avec méthode que l'on construit la révolution - K. Marx

numéros précédents encore disponibles

Vol.2, no.1
Pourquoi une revue militante—La formation: une nécessité de tout travail militant—Bilan d'un travail d'organisation politique en usine—Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

Vol.2, no.2—EPUISE

Vol.2, no. 3
Les fonds de pension—Le quatrième congrès du P.Q.—Panama.

Vol.2, no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQUAM—La génération révoltée—L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique—Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2, no.5—SPECIAL SUR LA PROPAGANDE
Lénine: A propos d'une profession de foi—De la propagnade—La propagande: rôle, tâches et limites—Le rôle de la propagnade dans la construction du parti révolutionnaire.

Vol.3, no.1—SPECIAL
Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte—Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal.

Vol.3, no.2
La lutte des femmes dans une usíne de carton à Montréal—Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes—'L'organisation et la lutte à Firestone—Chili 1973 (1ière partie).

Vol.3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xième congrès du PCC—Chili 1973 (2ième partie)—Le Service Social... instrument d'une classe.

Vol. 3, no. 4
La lutte et l'organisation dans les garderies poplulaires—La femme et la lutte des classes—La surveillance policière des militants progressistes—La lutte à LIP en France—Le mouvement ouvrier américain (première partie).

Vol.3, no.5
Enquête avec des militants d'une entreprise de transport public—L'enquête économique: un coup d'oeil sur Domtar—Quelques notes sur le Centre d'information et de recherche sur le Québec—A propos du film "On a raison de se révolter"—Le mouvement révolutionnaire en Espagne—Le mouvement ouvrier américain: les nouvelles formes de lutte et d'organisation.

Dans les prochains numéros

Les mines au Québec
Enquêtes avec des groupes de travailleurs dans les mines
Bilan de la lutte à Remi Carrier
Bilan d'un travail de formation
Interview avec le Comité de Solidarité avec les luttes ouvrières
Ligne de masse
La grève générale de Winnipeg en 1919
Organisation des femmes aux U.S.A.
Bilan politique d'un voyage en Chine
Bilan du CAP St-Michel
Bilan d'une lutte de syndicalisation dans une petite usine
Lénine et l'organisation
La question de l'Union Soviétique et Soljenitsyne
...et plusieurs autres sujets.

LES DOSSIERS mobilisation

NO.1 LES CONTRADICTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES AU CANADA ET AU QUEBEC
— par Jean Grenier

NO.2 APRRENDRE A VAINCRE
— du coup d'état militaire à la résistance populaire au Chili.

NO.3 LES COMITES DE TRAVAILLEURS
— dépasser l'état actuel des choses

NO.4 L'IMPERIALISME
—cahier de formation par le C.R.I.Q.

NO.5 LES TRAVAILLEURS QUEBECOIS ET LA QUESTION NATIONALE
— par Bernard Normand et Victor Lapalme

formule d'abonnement

☐ **$2.50 pour un abonnement individuel**
☐ **$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros**
☐ **$.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]**
☐ **$.......pour les numéros précédents suivants..........................**
☐ **$0.50 pour les DOSSIERS suivants..................................**
☐ **$10.00 pour..............abonnements de soutien**
☐ **$10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion**

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
3902 Ontario est
Montréal 403, PQ
Canada

Nom.................................
Adresse..............................
....

pour la libération des prisonniers politiques au Sud Vietnam

Il y a encore environ 200,000 prisonniers politiques dans les prisons du régime Thieu, au Sud Viet Nam. Seulement 1,500 ont été libérés depuis la signature des accords de paix, en janvier 1973. L'administration de Saigon s'oppose à l'inspection des prisons et sabote les négociations pour la libération des prisonniers. De plus, Saigon continue d'arrêter, de détenir, de torturer et d'éliminer les Vietnamiens qui s'opposent à la dictature militaire de Thieu.

Face à la situation, la campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques sud vietnamiens doit prendre encore plus d'ampleur. Cette campagne peut prendre plusieurs formes : lettres adressées aux prisonniers politiques, lettres au ministre Mitchell Sharp et aux députés, au parlement d'Ottawa, afin de forcer le gouvernement canadien à intervenir sur cette question auprès du gouvernement de Saigon. Il est aussi possible d'organiser des rencontres sur la situation des prisonniers en communiquant avec le Comité international pour la libération des prisonniers politiques au Sud Viet Nam, 685 Décarie nord, Montréal. Tél. : 748-9515 et 748-8023